

AFFAIRES



UN MÉTRO CHINOIS
FAIT SALIVER BOMBARDIER ET SNC PAGE 5

- S&P/TSX**
11018,50
-23,76 (-0,22%)
- TSX CROISSANCE**
2140,73
32,43 (1,54%)
- QUÉBEC 30**
1118,93
-3,23 (-0,29%)
- DOW JONES**
10552,78
79,69 (0,76%)
- DOLLAR**
85,38 ¢ US
0,12 ¢

Des cellulaires chez Couche-Tard
Les dépanneurs américains en vendront dans les prochains mois.
PAGE 3



D'autres barils de pétrole en Gaspésie
Junex et Bernard Lemaire prévoient une petite production régulière.
PAGE 3

Profits pétillants pour Pepsi
Les détails dans la chronique Fin de séance.
PAGE 8

LE CHIFFRE DU JOUR
+5,9%
L'été semble avoir été bon pour le monde de la restauration. Les ventes des restaurateurs, des traiteurs et des tavernes au Québec ont totalisé 764 millions de dollars en juillet, en hausse de 5,9% par rapport au même mois l'an dernier.
Source : Statistique Canada

ENTREPRISE À FINANCER ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

NOUVEAU RECORD POUR LA REVENTE DE MAISONS

	Québec	Canada
VENTES		
Août 2005 (en millions de \$)	967,9	11 180,9
Août 2004 (en millions de \$)	787,6	8 464,4
Variation	22,9%	32,1%
NOMBRE DE TRANSACTIONS		
Août 2005	5 296	45 410
Août 2004	4 672	38 478
Variation	13,4%	18,0%
PRIX MOYEN		
Août 2005 (en \$)	182 751	246 222
Août 2004 (en \$)	168 589	219 984
Variation	8,4%	11,9%

Source : Association canadienne de l'immobilier

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

L'immobilier a toujours la cote

MARIE TISON
Les reventes de maisons ont atteint un nouveau sommet au Canada au mois d'août. L'Association canadienne de l'immeuble s'attend à ce que la tendance se maintienne au cours des prochains mois et à ce que l'ensemble de 2005 constitue une année record.

« Les ventes ont continué à être solides au cours de l'été en raison de fondements économiques encore favorables, a déclaré l'économiste en chef de l'association, Gregory Klump, en entrevue téléphonique. Le marché de l'emploi est robuste, les taux hypothécaires sont encore peu élevés et la confiance des con-

sommateurs se maintient toujours. »
Les reventes de maisons réalisées par l'entremise du Service inter-agences ont atteint près de 11,2 milliards de dollars au mois d'août 2005, soit une forte augmentation de plus de 32% par rapport au mois d'août 2004. Pas moins de 45 410 demeures

ont changé de propriétaires en août 2005, comparativement à 38 478 demeures en août 2004, soit une augmentation de 18%. Le Québec a également affiché un mois record, même si les taux d'augmentation sont moins élevés que la moyenne nationale.
> Voir MAISONS en page 4

Rattrapage à Québec, stagnation à Montréal



CLAUDE PICHER

Après deux années de croissance modeste, la région métropolitaine de Québec devrait connaître un spectaculaire rattrapage en 2005, tandis que l'économie de Montréal continuera à traîner la patte. C'est ce que constate le Conference Board du Canada, dans sa plus récente analyse économique des 27 zones métropolitaines de recensement, publiée hier. L'étude est mise à jour tous les trois mois. En 2003 et 2004, la croissance

économique à Québec se situait à 1,5% en moyenne annuelle. Pour 2005, ce chiffre devrait bondir à 4%, ce qui fait dire aux auteurs de l'étude que la ville de Québec « jouit d'une des économies les plus florissantes au Canada ». En fait, Québec arrive au cinquième

très largement le score provincial de 2,5%. On prévoit la création de 10 000 emplois cette année, deux fois plus qu'en 2004. Par rapport à 2003, alors que Québec avait perdu 1000 emplois, c'est tout un revirement. Le Conference Board attribue

L'expansion de l'économie à Québec dépassera très largement le score provincial de 2,5%. On prévoit la création de 10 000 emplois cette année, deux fois plus qu'en 2004.

seurs projets majeurs, comme le nouvel immeuble de la SSQ, le complexe Le Marigot et le Centre d'optique de l'Université Laval. Le secteur manufacturier augmentera sa production d'un solide 5,7%. Tout cela contribuera à créer de l'emploi et fera augmenter les dépenses de consommation. La seule ombre au tableau est la faiblesse de la construction résidentielle, mais la portrait d'ensemble demeure tellement encourageant que l'analyse parle d'un « bilan presque parfait ». Québec aurait tort de pavoiser pour autant. L'embellie risque de ne pas se prolonger au-delà de 2005. Pour la période 2006-2009, l'économie de Québec pourrait revenir à un rythme de croissance annuel moyen de 2,7%. De son côté, Montréal devra se contenter en 2005 d'une bien modeste amélioration. Après une croissance de 1,6% en 2003 et de 1,4% en 2004, l'économie montréalaise devrait se contenter de 1,8% cette année.
> Voir PICHER en page 4

rang des grandes villes canadiennes pour ce qui est de la croissance, derrière Saskatoon, Kitchener, Kingston et Calgary. L'expansion de l'économie à Québec dépassera

cette bonne performance, entre autres, à la création d'emplois dans le secteur public et à la vigueur de la construction non résidentielle. Il cite notamment plu-

**Vous pensez bien nous connaître ?
Découvrez toutes nos dimensions.**

La rigueur et l'audace
en ingénierie

www.groupe-bpr.com

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN
85,38 c. US
 VARIATION +0,12 c

0,7089 €
 VARIATION +0,0010 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER
 UN DOLLAR US **1,1712** \$
 UN EURO **1,4103** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,8911
Chine	renminbi	0,1448
Grande-Bretagne	livre	2,0639
Hong Kong	dollar	0,1510
Inde	roupie	0,0266
Japon	yen	0,0104
Mexique	peso	0,1086
Norvège	couronne	0,1795
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8097
Suède	couronne	0,1513
Suisse	franc	0,9059

PÉTROLE
 (WTI, contrat terme rapproché)

66,80 \$US
 VARIATION **0,44** \$US

Light Sweet crude	68,40 \$US
North Sea Brent	63,13 \$US

OR (NY Gold)

472,30 \$US
 VARIATION **+2,60** \$US

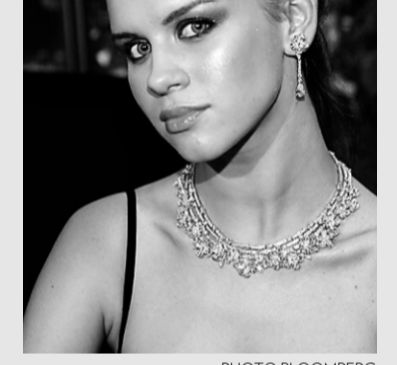


PHOTO BLOOMBERG

TRÈS CHER, MA CHÈRE!

(Bloomberg) — Bulgari SpA, troisième joaillier au monde, propose davantage de bijoux de diamants devant que la concurrence sur le marché de 70 milliards de dollars américains se fait plus féroce. Cette semaine, Bulgari a dévoilé à Milan sa nouvelle collection de bijoux de diamants offerte à des prix variant entre 5000 \$US et 5 millions US. Cette nouvelle gamme de la compagnie établie à Rome a été conçue en collaboration avec le diamantaire israélien Lev Leviev. «La demande de diamants dépasse l'offre, alors que les prix ont crû substantiellement au cours des dernières années», a indiqué Francesco Trapani, chef de la direction de l'entreprise, au cours d'une entrevue à l'hôtel Bulgari, à Milan. «Grâce à notre entente avec M. Leviev, nous sommes en mesure d'offrir une vaste gamme de produits à des prix compétitifs parce que nous avons éliminé une partie de la chaîne d'approvisionnement.» Les concurrents de Bulgari dans le secteur diamantaire, y compris Cartier, de la Compagnie financière Richemont, et Tiffany Inc., accroissent également leurs gammes de produits.

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2141,22	25,82	1,22
S&P 500 (New York)	1227,68	10,79	0,89
Mexico Bolsa	15841,84	-27,49	-0,17
Brazil Bovespa Stock	31208,82	-108,42	-0,35
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3253,22	-14,05	-0,43
FTSE 100 (Angleterre)	5478,20	-16,60	-0,30
CAC 40 (France)	4578,86	-20,77	-0,45
DAX (Allemagne)	5021,17	-27,57	-0,55
IBEX 35 (Espagne)	10780,60	-21,10	-0,20
Milan MIB30 (Italie)	34996,00	-86,00	-0,25
Amsterdam Exchanges	400,41	-1,58	-0,39
OMX (Stockholm)	890,99	0,63	0,07
Swiss Market (Suisse)	6860,37	-44,47	-0,64
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	13617,24	181,33	1,35
Hang Seng (Hong Kong)	15431,25	209,79	1,38
S&P/ASX 200 (Australie)	4671,70	44,10	0,95

L'ontarienne West 49 dans le marché des ados québécois

MARTIN VALLIÈRES
 TORONTO

L'un des détaillants de mode jeunesse les plus dynamiques au Canada anglais, West 49, s'amène au Québec en achetant les 24 boutiques des bannières Amnesia, Arsenic et D-Tox de l'entreprise montréalaise qui les a créées.

La transaction d'un peu plus de 10 millions a été annoncée hier au siège social de West 49, à Burlington, en Ontario. Elle concrétise un projet d'implantation au Québec que convoitaient les dirigeants-actionnaires de West 49 depuis des mois, afin de faire suite à son expansion au Canada anglais. West 49 cible le marché des vêtements et accessoires associés aux sports de planche (roulettes, neige, vague) pour les ados et les jeunes adultes. Il compte maintenant 66 boutiques de marque West 49 et Billabong, ainsi qu'un réseau de 11 boutiques de la bannière Off the Wall pour les jeunes femmes.

Fondé il y a 10 ans et introduit à la Bourse de Toronto en décembre dernier, le détaillant West 49 a vendu pour 26 millions à son plus récent trimestre, 64 % de plus que l'an dernier. Son filon d'affaires semble très porteur avec des ventes annuelles qui cotent autour de 1,45 million par boutique et de 678 \$ par pied carré, un niveau élevé dans le marché vestimentaire, selon un relevé de Keith Howlett, analyste en commerce de détail chez Valeurs mobilières Desjardins, à Toronto. West 49 est implanté dans les principaux centres commerciaux au Canada anglais. Mais au Québec,



WEST 49 EN UN COUP D'ŒIL

Activité : détaillant de vêtements et d'articles de sport pour ados et jeunes adultes
Réseau : 66 boutiques West 49/Billabong (mode planchistes) et 11 boutiques Off The Wall (mode féminine) au Canada anglais, achat de 24 boutiques Arsenic/D-Tox/Amnesia au Québec
Siège social : Burlington, Ontario
Récents revenus trimestriels : 26 millions \$ (+64 % en un an)
Récent résultat net trimestriel : -1,5 million \$
Valeur boursière : 111 millions \$
Rendement boursier : +145 % (depuis l'inscription au 1 ^{er} décembre 2004)
Principaux actionnaires : dirigeants (+ de 50 %)

Sources : Entreprise, Bloomberg, registre Sedar des C.V.M. PHOTO FOURNIE PAR WEST 49

c'est au printemps dernier que ses dirigeants ont tâté le terrain. Et ce fut pour découvrir des boutiques bien établies dans leur créneau par une entreprise montréalaise, Modes Freedom, dirigée par Antonio Raimondo et sa fille, Angelina. N'empêche, des discussions entre les deux entreprises ont mené à la transaction annoncée hier. Modes Freedom vend ses 24 boutiques Amnesia, Arsenic et D-Tox en échange de 7,5 millions au comptant et de 1,1 million d'actions

de West 49. Cette dernière investira aussi 1,1 million en capital de développement pour les bannières acquises. Pour le moment, les 24 boutiques achetées par West 49 vendent pour 17,4 millions par an, avec 10 % en marge bénéficiaire d'exploitation. Pour la suite, West 49 entend maintenir à Montréal la gestion des bannières acquises de Modes Freedom, qui continuera d'ailleurs d'y participer. Et même plus : la bannière D-Tox, jugée innovatrice en

Vincor, un géant... même au Québec

JACQUES BENOIT

Le leader canadien du vin, Vincor International, qui est l'objet d'une offre hostile de la part de l'américain Constellation Brands pour 1,4 milliard de dollars, détient une part prépondérante de marché au Québec, où il commercialise annuellement l'équivalent de 3,2 millions de caisses de vin de 12 bouteilles standard. « On dit souvent qu'une bouteille sur trois, au Québec, c'est Vincor », explique quelqu'un du milieu très au fait de la situation et qui a requis l'anonymat. Pour être plus exact, c'est environ une sur quatre. Ce qui reste énorme. En fait, Vincor et ses marques (Notre vin Maison, L'Entrecôte, Caballero, Forêt Noire, etc.) règnent en maîtres dans le réseau épiceries-dépanneurs, avec des ventes annuelles de quelque 1,3 millions de caisses de vin. Cela équivaut à environ 60 % des ventes de ce réseau. « C'est un monopole dans le monopole », fait observer cette même source.

Il y a là-dedans des vins qui ont été importés en vrac, d'autres qui sont élaborés à partir de concentrés de raisins, tels le Jouvencau. Et de tous les formats, autant la bouteille standard de 750 millilitres, que ceux de quatre litres et de 20 litres. Certains, vendus uniquement en formats de 20 litres avec robinet verseur incorporé, notamment les Jouvencau blanc et rouge, sont achetés quasi uniquement par les restaurants. Tous, cependant, et comme le prévoit la loi pour les vins vendus dans le réseau épiceries-dépanneurs, sont embouteillés au Québec, plus précisément à Rougemont (Montréal), où Vincor a aussi ses bureaux.

Vincor est aussi très présente dans les 400 succursales de la SAQ où elle vend quelque 1,9 million de caisses de vin. La plus grande partie sont des produits de ses propres marques, dont Jackson-Triggs, Inniskillin, Nobella, etc. En tout, l'entreprise commercialise ainsi au Québec quelque 40 marques différentes de ses propres vins. Figurent aussi dans ces ventes de 1,9 million de caisses quelque 500 000 caisses de vins importés de fournisseurs que représente au Québec, à titre d'agent, sa filiale Sélections Internationales. Propriété à part entière de Vincor,

Sélections Internationales compte parmi ses grands clients Hugel, d'Alsace, Torres, d'Espagne, Jaboulet, de la vallée du Rhône, Laroche, de Bourgogne et du Languedoc, Trapiche, d'Argentine, etc. Née en 1989 au moment du rachat de Bright par Donald Triggs et Allan Jackson (d'où la marque Jackson-Triggs), Vincor n'a jamais cessé de croître depuis ce temps. Au Québec même, l'entreprise a acquis par la suite Paul Masson et compagnie, Les Vins La Salle, etc. L'entreprise emploie au Québec un effectif de quelque 100 personnes, comparativement à 2400 à l'échelle mondiale, selon la porte-parole de Vincor, Fredda Colbourne, de la firme de relations publiques Edelman. Elle est aussi active en Californie, où sa filiale R.H. Philipps exploite un immense vignoble de 800 hectares, autrefois plantés de céréales et qui ont été convertis en vignoble. L'entreprise a aussi un pied en Australie occidentale (ou de l'Ouest), grâce à Goundrey, qui est aussi producteur de vin. L'un de ses derniers achats, il y a deux ans, a été la marque Kim Crawford, de Nouvelle-Zélande, une société qui achète des raisins ou des vins en vrac à des vignerons, et qui par la suite commercialise les vins sous sa propre marque. Dont son Sauvignon blanc, maintenant vendu au Québec. Huitième producteur de vin au plan mondial, Vincor a vu son chiffre d'affaires progresser de 46,5 %, à 706,5 millions de dollars, au cours des 12 mois qui ont pris fin le 30 juin dernier. Pour la même période, son bénéfice est resté inchangé, à 46,8 millions. Mardi, rappelons-le, le numéro un mondial du vin, Constellation Brands, des États-Unis, a lancé une offre d'achat non sollicitée — hostile — de Vincor pour lequel elle a offert 1,4 milliard, soit 31 \$ l'action. Le principal actionnaire de Vincor est l'homme d'affaires Gerald Schwartz, qui possède 3,7 % de ses actions. Autrement dit, son actionariat est très dispersé. Interrogé hier par La Presse Affaires, le président de Vincor Québec, Pierre Desmarais, s'est contenté de déclarer qu'il était tenu au silence et ne pouvait rien dire, conformément à la politique qu'a adoptée Vincor depuis l'offre de Constellation.

Un ordi à manivelle et à 100\$US



Le laboratoire de médias du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a dévoilé hier les images de ce dont pourrait avoir l'air son nouvel ordinateur portable bon marché. Les chercheurs planchent sur cette technologie qui pourrait, selon le président du conseil et cofondateur du laboratoire, Nicholas Negroponte, révolutionner la façon dont on éduque les enfants partout sur la planète. Faisant appel à différentes sources d'énergie, dont une manivelle, l'ordinateur serait mû par un système d'exploitation Linux et disposerait d'un écran couleur. Il pourrait s'acquitter de presque toutes les tâches dévolues aux autres ordinateurs personnels, mis à part le stockage de grandes quantités de données. Compatible avec la norme de communication pour l'Internet sans fil Wi-fi, il serait doté prises USB. Le tout pour 100 \$US!

PHOTOS FOURNIES PAR LE MIT / REUTERS

Un sans-fil avec vos chips?

Couche-Tard vendra des téléphones portables dans ses dépanneurs

MAXIME BERGERON

Après son rival 7-Eleven, Couche-Tard commercialisera d'ici quelques mois une gamme maison de téléphones sans fil dans ses 2200 dépanneurs américains, a appris *La Presse Affaires*. Le Canada suivra.

« On commence avec les États-Unis et le Canada va suivre dans une seconde phase », a indiqué Michel Bernard, vice-président, exploitation, pour le centre-ouest américain, en entrevue téléphonique.

Cette percée s'inscrit dans une tendance de plus en plus populaire chez les détaillants de toutes sortes, qui lancent leur propre marque de portables en louant le réseau sans fil d'un fournisseur bien établi, comme Bell ou Rogers. Aux États-Unis, les téléphones vendus par Circle K — la marque des dépanneurs de Couche-Tard là-bas — utiliseront le réseau de Singular.

Concurrence de 7-Eleven

C'est d'abord en Arizona que le groupe québécois lancera son service prépayé, au cours des prochaines semaines.

Le produit, nommé Tag, sera rapidement offert dans tous ses magasins aux États-Unis, répartis dans 23 États. « On prévoit un lancement sur environ deux mois », a dit M. Bernard, joint à Columbus, en Indiana.

Et le Canada? La date exacte du lancement n'est pas encore déterminée. « On n'est pas assez avancé dans les négociations pour dire qu'on va être capable de le lancer en 2006 », a expliqué M. Bernard.

Au sud de la frontière, la chaîne américaine 7-Eleven vend déjà des cellulaires dans ses 5300 dépanneurs depuis avril 2004. Son service prépayé, appelé SpeakOut Wireless, est offert à 20 cents la minute grâce au réseau de Cingular. Un sous-traitant gère le service à la clientèle et tous les aspects techniques.

Cette semaine, 7-Eleven Canada a annoncé qu'elle vendra dès novembre de tels téléphones dans ses 385 dépanneurs canadiens, tous situés à l'ouest du Québec. Les appareils fonctionneront grâce au réseau de Fido-Rogers. Ils seront vendus en mode prépayé et porteront le même nom qu'aux États-Unis.

Multiplication des marques

Les nouvelles marques du genre risquent de se multiplier au pays au cours des prochains mois. C'est déjà une tendance. Il y a quelques semaines, la chaîne



La direction d'Alimentation Couche-Tard, dont son PDG Alain Bouchard (notre photo), lancera éventuellement sa propre marque de portables en louant le réseau sans fil d'un fournisseur bien établi.

de supermarchés Loblaw a lancé son service de sans-fil, qui fonctionne grâce au réseau de Bell Mobilité. Virgin Mobile Canada avait fait de même en mars dernier. Vidéotron fera le saut le printemps prochain, tandis que Jean Coutu songe à emboîter le pas.

Et ce n'est qu'un début. Wal-Mart, Canadian Tire, Indigo, La Baie, tous ces groupes ont un fort « potentiel » de lancer leur propre marque de sans-fil prochainement, dit Brian Sharwood, analyste du SeaBoard Group, spécialisé en télécommunications.

Pourquoi un tel engouement de

tous ces détaillants? « C'est une extension de leur marque, de leur notoriété, a expliqué M. Sharwood. Ils n'ont pas besoin d'avoir un succès fou. Prenons

C'est d'abord en Arizona que Couche-Tard lancera son nouveau service prépayé, à la fin de cette année ou au début de 2006.

l'exemple de Loblaws, qui vend probablement plus de 20 000 produits. Pour eux, c'est juste un produit qu'ils vendent parmi d'autres. Ils n'ont pas l'ambition de casser la baraque avec un

seul produit. C'est une autre offre pour leur clientèle. »

Autre avantage pour les 7-Eleven et autres Couche-Tard : le fait d'offrir des cellu-

lares attire des clients qui n'auraient jamais mis les pieds dans leurs commerces autrement. « Ça donne une autre raison aux gens d'aller au magasin, soit pour recharger leurs téléphones

ou poser des questions aux employés », a souligné Brian Sharwood.

Il y a aussi de gros sous à faire dans ce marché. Et ce, tant pour les revendeurs comme Loblaws que pour les fournisseurs du réseau. Même si l'entreprise compte son lot de risques financiers.

« Ça nous permet de rejoindre différents segments de clientèle que nous n'aurions pu rejoindre autrement avec notre proposition principale », a expliqué Almis Ledas, vice-président, développement des affaires, chez Bell Mobilité.

La Gaspésie produit du pétrole

HÉLÈNE BARIL

Ce n'est ni le Texas ni l'Alberta, mais la Gaspésie produit actuellement du pétrole de bonne qualité à raison de 10 à 20 barils par jour.

Junex et son partenaire, Bernard Lemaire, ont fait savoir hier que les essais de production réalisés au puits Galt #3, situé à 20 kilomètres de Gaspé, indiquent qu'il pourrait produire sur une base régulière entre 10 et 20 barils de pétrole par jour.

« C'est très peu, admet Dave Pepin, le porte parole de Junex, mais c'est peut-être le début de quelque chose. »

L'Alberta, par comparaison, produit environ 3 millions de barils de pétrole par jour. Les 10 à 20 barils par jour de la Gaspésie ne sont donc qu'une goutte dans la production canadienne, mais ils seront vendus à Ultramar qui les transformera en essence à ses installations de Saint-Romuald, en face de Québec. On peut tirer l'équivalent de 159 litres d'essence d'un baril de pétrole.

Depuis le mois de juillet, le puits a généré 780 barils de pétrole qui ont été vendus à Ultramar à un prix moyen de 60 \$US le baril.

Même si le prix du pétrole brut sur le marché international est à un niveau sans précédent, Junex ne peut pas espérer s'enrichir avec le pétrole de la Gaspésie. Avec Bernard Lemaire, l'entreprise a investi jusqu'à maintenant 2,5 millions de dollars dans le puits Galt #3. Au rythme de 10 à 20 barils par jour, il faudra un minimum de cinq ans à l'entreprise avant de seulement récupérer cet investissement.



PHOTO COURTOISIE JUNEX

Les essais de production réalisés au puits Galt #3, situé à 20 kilomètres de Gaspé, indiquent qu'il pourrait produire sur une base régulière entre 10 et 20 barils de pétrole par jour.

Le marché a d'ailleurs accueilli froidement l'annonce de la mise en production du puits Galt #3. Le titre de Junex a fléchi de 10 cents, à 1,45 \$. Depuis un an, l'action a oscillé entre 65 cents et 1,70 \$.

Pétrole du terroir

Même en quantité modeste, le pétrole produit en Gaspésie est une très bonne nouvelle pour Junex. « Si le débit stabilisé du puits se maintient, les partenaires

poursuivront l'exploitation tant du pétrole que du gaz naturel gaspésien afin de générer des revenus », a fait savoir le président de Junex, Jean-Yves Lavoie.

L'entreprise pourra aussi tirer des informations très utiles pour la suite de ses travaux. On ignore encore le volume de pétrole que contient le puits foré à 2307 mètres de profondeur, qui produit aussi du gaz naturel à raison de 30 à 40 milliers de pieds cubes par jour.

En attendant, les deux pompes de fond installées par Junex dans le paysage sauvage de la Gaspésie, pareilles à celles qui occupent l'horizon du Texas, pourraient attirer les touristes. « C'est quelque chose qu'on n'a jamais vu au Québec », convient le porte-parole de Junex.

DEMAIN

La Presse Affaires présentera un dossier sur l'exploration gazière et pétrolière au Québec.

Sonic remplace en partie Irving au Québec

PRESSE CANADIENNE

Sonic, le secteur des pétroles de La Coop fédérée, a conclu une transaction avec Les pétroles Irving. Cette entente prévoit que des clients desservis par Irving le seront désormais par Sonic. Cette dernière fait l'acquisition de la clientèle consommatrice de mazout et certains clients commerciaux et agricoles, consommateurs de diesel. Cette transaction couvre l'ensemble du Québec à l'exception de la Côte-Nord et de la Gaspésie.

Ernest Desrosiers, directeur général de la Division de l'agroalimentaire à La Coop fédérée, souligne que Sonic confirme sa position de chef de file comme distributeur de produits pétroliers dans les milieux ruraux et semi-urbains au Québec.

Les pétroles Irving fourniront à Sonic une part importante des produits pétroliers qui seront nécessaires pour combler les besoins des clients.

Cette transaction ne change rien aux affaires d'Irving au Québec en ce qui concerne son réseau de stations-service et son réseau de stations pour routiers.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Il faut toujours pardonner à ses ennemis, mais il ne faut jamais oublier leur nom »
— John F. Kennedy (ancien président américain)

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lapresseaffaires@lapresse.ca

SUDOKU

			1	6	3			
3								2
9	5		3		4			
7		9	4	5				
4			9			2	5	7
			8		3			9
1								
	3			9		7		2
		5	8			6		

Niveau de difficulté : MOYEN

0075

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	5	3	1	6	9	8	7	4
1	4	7	8	5	3	9	2	6
6	9	8	2	4	7	3	1	5
8	3	4	9	7	2	6	5	1
9	1	2	5	3	6	4	8	7
7	6	5	4	1	8	2	3	9
4	2	1	3	9	5	7	6	8
3	7	9	6	8	1	5	4	2
5	8	6	7	2	4	1	9	3

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

0074

Un nouveau vice-président principal à la SGF

FRANCIS VAILLES

La Société générale de financement (SGF) vient d'embaucher un nouveau vice-président principal, en la personne de George Kobrynsky. Le gestionnaire sera responsable des investissements de la SGF dans les produits forestiers.

M. Kobrynsky a travaillé pour le compte de Domtar durant plusieurs années. En décembre 2004, l'entreprise forestière avait annoncé que George Kobrynsky prenait sa retraite.

Il occupait alors le poste de premier vice-président, vente et commercialisation, des pâtes et papiers. À la SGF, il entre en poste le lundi 3 octobre.

Par ailleurs, la directrice des communications et des relations publiques de l'organisation, Sylvie Brousseau, a récemment quitté la compagnie. Mme Brousseau travaillait pour la SGF depuis environ cinq ans, selon la porte-parole, France Beauchamp.

Sylvie Brousseau est partie quel-

ques semaines après l'arrivée de Christian Lessard, en juin. M. Lessard est entré à la SGF à titre de vice-président, communication et marketing. Il était auparavant directeur des communications au cabinet du premier ministre Jean Charest.

Le poste de vice-président aux communications de la SGF était vacant depuis le départ de Jean-Yves Duthel, au printemps 2003. M. Duthel est un proche de l'organisation péquiste et de l'ex-président de la SGF, Claude Blanchet.

Le redressement de Quebecor en France suscite la grogne

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

PARIS — L'importante restructuration entreprise en France par le groupe Quebecor suscite des remous en région parisienne, où le premier imprimeur du monde vient de supprimer une centaine d'emplois.

Il y a quelques jours, la direction de Hélio Corbeil, à Corbeil-Essonne, au sud de Paris, a annoncé le licenciement de 133 salariés (sur un total de 250). Le groupe justifie cette décision par la mauvaise conjoncture, la faible productivité de l'entreprise et des salaires trop élevés.

Fondée en 1859, l'imprimerie, qui a compté jusqu'à 2000 employés dans les années 1970, a été rachetée par Quebecor World en 2001. Aujourd'hui, elle produit principalement des catalogues et des périodiques, comme *Le Figaro Magazine*.

Ironie du sort, celui-ci appartient au géant de l'armement et de la

presse, Serge Dassault, qui se trouve à être également sénateur et maire de la ville.

Lundi dernier, M. Dassault a fait adopter par son conseil municipal une motion inspirée par la centrale syndicale CGT, exigeant que Quebecor restitue les aides « considérables » que lui a accordées l'État depuis quatre ans pour « créer les conditions favorables pour l'investissement ». Il est peu probable toutefois que le géant québécois de l'imprimerie soit contraint de rembourser ses subventions, d'autant que Serge Dassault s'est empressé de faire volte-face.

« J'ai fait ça un peu pour leur faire plaisir, a-t-il dit hier sur France 3 en parlant des travailleurs. Mais je pense que ce n'est pas de la faute de l'entreprise. C'est la conjoncture. »

Le député de la région, le socialiste Manuel Valls, également maire de la ville voisine d'Evry, ne l'entend pas de la même oreille. Jugeant inacceptables les suppressions d'emplois annoncées par Quebecor,

il a dénoncé la stratégie du groupe qui consiste, selon lui, « à acheter, restructurer et vendre ».

Même si ses chances de faire reculer Quebecor semblent minces, la partie syndicale (Filpac-CGT) promet une « mobilisation forte et durable » pour obtenir de la multinationale qu'elle « pérennise » l'imprimerie par des investissements. Le syndicat affirme que le groupe « n'a pas investi depuis des années » et qu'il veut « faire payer le prix de cette politique aux salariés ». Il l'accuse du même soufflé d'avoir « volontairement organisé une pénurie » de travail à Corbeil, pour justifier les licenciements.

Le plan de redressement mis en oeuvre par Quebecor l'a conduit au printemps à vendre une de ses usines de la région parisienne. D'autres cessions, d'autres licenciements seraient à prévoir. Dans un communiqué, la CGT se dit « très préoccupé » par l'avenir de plusieurs autres usines dans le Nord et à Strasbourg notamment.

L'immobilier a toujours la cote

MAISONS

suite de la page 1

C'est ainsi que les reventes de maisons y ont augmenté de 22,9 % entre août 2004 et août 2005 pour atteindre 967,9 millions de dollars. C'est en Colombie-Britannique que l'augmentation a été la plus forte parmi les provinces, soit 60 %. La plus faible augmentation s'est retrouvée à l'Île-du-Prince-Édouard, soit 6,7 %.

C'est d'ailleurs en Colombie-Britannique que le prix moyen des résidences ayant fait l'objet d'une transaction est le plus élevé, soit 334 803 \$. Au Québec, on parle d'un prix moyen de 182 751 \$.

La croissance du marché de la revente ne semble cependant pas se refléter dans toutes les régions du Québec. Éric Fournel, agent de l'agence Remax du Cartier, a affirmé que le marché avait été plutôt tranquille au coeur de Montréal en août.

« Septembre est aussi tranquille, trop tranquille, a-t-il commenté. Je ne sais pas si c'est le beau temps, on dirait que les acheteurs ne se présentent pas. On espère un peu qu'il fasse bientôt mauvais, pour que les gens se remettent dans l'esprit. »

À Sherbrooke, le mois d'août a été bon, mais pas extraordinaire.

« Ça a été moins expéditif que l'année dernière, a commenté Alain Laplante, de chez Remax D'abord Estrie. Le marché a été plus stable, plus équilibré. »

Un agent Remax de Sainte-Foy, Robert Boutin, a indiqué que le mois d'août avait bien été en général, mais que cela pouvait varier selon les secteurs de la ville. Les prix, par contre, commencent à « flotter vers le bas ». « Les gens commentent à être plus réalistes », a-t-il déclaré. L'Association canadienne de l'immeuble a tenu à souligner que les nouveaux mandats confiés aux agents immobiliers avaient également atteint des niveaux records, soit près de 67 000 nouveaux mandats en août 2005 pour l'ensemble du Canada. Il s'agit d'une augmentation de 8,2 % par rapport aux nouveaux mandats confiés aux agents en août 2004. Pour le Québec, l'augmentation a été de 10,1 %.

Si l'association s'attend à ce que les ventes demeurent élevées d'ici la fin de l'année, elle prévoit un léger fléchissement en 2006.

« Nous nous attendons à ce que la hausse des taux d'intérêt et les prix plus élevés des résidences entraînent un ralentissement du marché

de la revente », a déclaré M. Klump.

On utilise souvent les statistiques de mises en chantier pour juger de l'état d'une économie. L'Association canadienne de l'immeuble fait toutefois valoir que la revente de maisons a des impacts importants sur l'économie.

Dans un rapport réalisé récemment pour l'association, la firme Clayton Research a ainsi estimé qu'entre 2002 et 2004, chaque vente réalisée par l'entremise du Service inter-agences avait généré en moyenne 24 697 \$ en dépenses supplémentaires. On parle notamment des frais de déménagement, des dépenses de rénovations, de l'achat de meubles et d'électroménagers et des taxes.

Dans le cas du Québec, on parle de dépenses supplémentaires de 21 331 \$.

« En utilisant ces données, on peut conclure que les reventes de maisons ont généré des retombées économiques de 8 milliards de dollars jusqu'ici cette année », a affirmé M. Klump.

Dans son rapport, Clayton Research estime également que chaque année, la revente de maisons génère la création de 119 990 emplois au Canada, dont 17 850 au Québec.

Le pétrole fait monter le coût des matières brutes

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les prix à la sortie de l'usine des produits manufacturés ont augmenté en août au Canada, après trois mois de baisses.

Les prix demandés par les fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels, ont augmenté de 0,3 % de juillet à août. Selon Statistique Canada, cette hausse mensuelle s'explique principalement par la progression des prix des produits du pétrole, de la viande, du poisson et des produits laitiers, des produits métalliques

de première transformation et des produits chimiques.

L'indice des prix des matières brutes a pour sa part fait un bond de 4,4 % de juillet à août, après avoir enregistré une hausse de 1,2 % le mois précédent. Il y a eu accroissement des prix des combustibles minéraux, des métaux non ferreux et des matières ferreuses.

Les prix des produits du pétrole et du charbon ont augmenté de 6,5 % comparativement à juillet compte tenu d'une hausse de 7,8 % des prix de l'essence et du mazout.

Rattrapage à Québec, stagnation à Montréal

PICHER

suite de la page 1

Bien que le marché du travail montréalais soit cinq fois plus important que celui de Québec, il ne se créera que 20 000 emplois cette année dans la métropole, seulement deux fois plus que dans la capitale.

L'étude s'attend à ce que la construction résidentielle s'esouffle, après plusieurs années de forte activité. Ce ralentissement nuira au secteur des finances, des assurances et de l'immobilier.

Montréal présente aussi certains aspects positifs. La construction non résidentielle demeure importante. Malgré la hausse du huard, le secteur manufacturier se montre « tenace » et « poursuit sur la voie de l'amélioration ».

Contrairement à Québec, cependant, la situation à Montréal devrait s'améliorer sensiblement à partir de l'an prochain. Pour la période 2006-2009, le Conference Board s'attend à une expansion annuelle moyenne relativement vigoureuse, à 3,1 %, dont un robuste 3,9 % l'an prochain.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

715 FINANCEMENT

1re et 2e hypothèque Balance de vente
Financement intérimaire
ACE MORTGAGE CORP.
(514) 731-8585 "agent protégé"

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

QUAND L'IMPÔT SE POINTE CHEZ VOUS ?
Aide, et Séminaire le 28 oct. 05, par spécialistes C.A., C.A. fiscalistes, avocats fiscalistes, ex-employés du MRQ, ARC, etc. Pour infos ? www.defenseursfiscaux.com 450-449-5533

805 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

Avis de demande de dissolution PRENEZ AVIS que la compagnie **LES ENTREPRISES A. GARRAMONE INC** constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 10 198 avenue Laurentides, Montréal Nord, H1H 4V3, demandera au registraire des entreprises la permission de se dissoudre, conformément à la Loi sur les Compagnies. Signé à Saint-Élie d'Orford, Qc, Le 16 août 2005. R850

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUES

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ
Prenez avis que le Conseil de la coopération du Québec, la Fondation pour l'éducation à la coopération et l'Association pour l'éducation des jeunes coopératrices et coopérateurs s'adresseront à l'Assemblée nationale pour y proposer un projet de loi d'intérêt privé visant à continuer le Conseil de la coopération du Québec en coopérative régie par le titre 1 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., C-67.2) et à permettre l'absorption de la Fondation pour l'éducation à la coopération par l'Association pour l'éducation des jeunes coopératrices et coopérateurs.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir dans le projet de loi doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale.

Montréal, le 13 septembre 2005
Le procureur de:
Conseil de la coopération du Québec, Fondation pour l'éducation à la coopération, Association pour l'éducation des jeunes coopératrices et coopérateurs
Alain Gameau, avocat

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUES

C.O.M.O. TIRAGE #39
4903 4904 3696 5614 5026 5505 4844

800 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

Avis de demande de dissolution PRENEZ AVIS que la compagnie **LES ENTREPRISES A. GARRAMONE INC** constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 10 198 avenue Laurentides, Montréal Nord, H1H 4V3, demandera au registraire des entreprises la permission de se dissoudre, conformément à la Loi sur les Compagnies. Signé à Saint-Élie d'Orford, Qc, Le 16 août 2005. R850

PRENEZ AVIS que la compagnie **PETRE GUEORGIEV KEHAYOV** dont l'adresse du domicile est le 625 Milton, app. 603, Montréal (Qc) H2X 1W7, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **PETER GEORGIEFF KEHAYOFF**. À Montréal le 22 septembre 2005 R850

PRENEZ AVIS que la compagnie **SOLUTIONS GLOBALES DKCR INC.**, ayant son siège social au 805, rue Coderre, St-Hubert (Qc) J3Y 4N3, demandera au registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre et, à cet effet, dépose au registre des entreprises la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Dania Kodeih Secrétaire R850

CARRIÈRES EMPLOIS

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

CE SAMEDI,
RAISON ET PASSION
À NOUVEAU
AU DIAPASON

PRENEZ AVIS que la compagnie **SOLUTIONS GLOBALES DKCR INC.**, ayant son siège social au 805, rue Coderre, St-Hubert (Qc) J3Y 4N3, demandera au registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre et, à cet effet, dépose au registre des entreprises la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Dania Kodeih Secrétaire R850

L'Eldorado du métro



SOPHIE COUSINEAU
ENVOYÉE SPÉCIALE
SHANGHAI

Cela s'appelle le Guangzhou Higher Education Mega Center. Le nom évoque un immense centre commercial, et ce n'est peut-être pas sans raison, puisque c'est l'hyper-marché de l'éducation.

Imaginez un instant que le gouvernement du Québec décide d'expulser tous les propriétaires de l'île d'Orléans pour y installer 10 universités différentes qui partageront bibliothèques, piscines, stades et autres installations récréatives. Vous avez une bonne idée de ce qui s'est produit dans l'île Xiaoguwei, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Guangzhou (Canton), la capitale de la province du Guandong, tout au sud de la Chine.

Rebaptisée « Université Town », l'île compte actuellement 120 000 étudiants. Mais les travaux commencés en 2002 ne sont pas encore terminés ! Lorsque ses 141 édifices d'une facture très contemporaine seront achevés, elle accueillera 150 000 étudiants, ce qui en fera la plus grande cité universitaire de Chine.

Ce n'est pas tout de construire des salles de classe et des résidences, encore faut-il que les étudiants puissent se rendre dans l'île et en sortir. Et devant la perspective de bouchons qui consoleraient de leur sort les utilisateurs du pont Jacques-Cartier, les autorités chinoises ont décidé de faire passer dans l'île deux nouvelles lignes de métro.

Pour l'instant, ce n'est qu'un immense chantier de terre rouge et de gravier, à côté duquel se trouvent d'imposantes conduites et les campements des travailleurs de la construction. Mais d'ici quelques mois, les travaux à la station de l'île, qui se poursuivent nuit et jour, seront terminés.

Pas surprenant, donc, que Guangzhou fasse saliver les firmes d'ingénierie et les fabricants de matériel



Le premier ministre Jean Charest a été reçu par le gouverneur de Shandong, Han Yukun.

PHOTO MISSION QUÉBEC-CHINE

de transport. Cette ville qui craque de partout s'est lancée dans des travaux d'infrastructures ambitieux. D'ici cinq ans, la ville hôte des Jeux asiatiques de 2010 ajoutera sept lignes de métro à ses deux lignes existantes, la 1 et la 2, d'une longueur de 43 kilomètres. Les nouvelles lignes s'étireront sur plus de 150 kilomètres.

Voilà pourquoi Bombardier et SNC-Lavalin ont profité du passage dans la capitale de Claude Béchar, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, dans le cadre de Mission Québec, pour rencontrer les dirigeants de la Guangzhou Metro Corporation.

Les deux entreprises ne travaillent pas conjointement et ont des ambitions fort différentes. La firme d'ingénierie espère offrir ses services d'assistance technique. « Pour nous, ce n'est pas un mandat de grande envergure. Mais c'est une façon de mettre un pied dans la porte et de

se positionner pour d'autres projets dans le futur », dit Alain Lemay, vice-président principal, Asie, de SNC-Lavalin International.

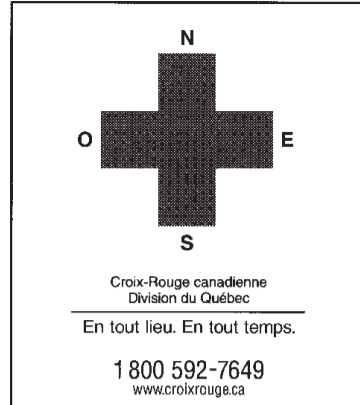
En revanche, Bombardier espère décrocher le gros lot. L'entreprise montréalaise rêve de construire les voitures pour les nouvelles lignes 6 et 7, qui utiliseront une technologie LIM (*linear inducted motor*), grâce à laquelle ce sont des champs magnétiques qui assurent la propulsion. Elle convoite aussi la prolongation de la ligne 2 et la construction de la ligne 8, qui emploieront toutes deux une technologie plus conventionnelle.

Bombardier reluke également le contrat de la nouvelle ligne de métro qui reliera Guangzhou à Fushan. « Le client n'a pas encore décidé quand il lancera ces trois appels d'offres, mais c'est toujours bien de montrer que nous avons le soutien du gouvernement », dit Jianwei Zhang, le grand patron de Bombardier en Chine. Surtout que les diffé-

rents projets de Guangzhou se traduiront par des achats futurs de 600 voitures de métro, estime le fabricant de matériel de transport roulant. « J'ose espérer que Bombardier a de meilleures chances d'obtenir le contrat », dit le ministre Claude Béchar, quelques heures après sa rencontre avec les dirigeants de la Guangzhou Metro Corporation. Le ministre s'est montré très impressionné par sa visite du métro, dont les quais, d'une grande propreté, sont bordés de boutiques.

Bombardier a déjà livré des voitures de métro à la ville et a décroché en début d'année un nouveau contrat portant sur 200 bogies et 400 ensembles bogies. « Il y a de l'intérêt, assure Claude Béchar, parce que les gens disaient, et cela m'a frappé, que Bombardier est synonyme de qualité. »

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse sophie.cousineau@lapresse.ca



LES PETITES ANNONCES

AFFAIRES

OFFRE D'EMPLOI

Femme d'affaires expérimentée recherche assistant fidèle et polyvalent. Environnement PC et maîtrise de Microsoft Outlook, Word et Excel requis. Doit pouvoir travailler n'importe où en tout temps. Très, très petite taille un atout.

Appelez au 555-1234 si intéressé

AIDE RECHERCHÉE

Petite entreprise en pleine expansion recherche un assistant pouvant travailler 24/7 avec accès illimité à de l'information en ligne. Condition requise : peser moins de 191 grammes.

Appelez au 555-1234 si vous répondez à ces critères.

PERSONNEL

Jeune professionnel recherche appareil pour l'aider à satisfaire d'insatiables demandes de téléchargements de tous formats. Doit être sans inhibition et sans restriction.

Appelez-moi au 555-1234.

Dans l'ombre du grand homme

SOPHIE COUSINEAU

SHANGHAI — Lorsque le premier ministre Jean Charest s'est présenté à la mairie de Shanghai, lundi dernier, un troupeau de journalistes et de photographes chinois a accouru avec excitation et fébrilité.

Mais non, ce n'était pas le passage de Jean Charest à la télévision chinoise — qui lui avait fait dire qu'il a eu de meilleures cotes d'écoute qu'à l'émission *Tout le monde en parle* — qui lui a valu cette soudaine célébrité. Celle-ci tenait au fait que son rendez-vous coïncidait avec une visite du célèbre joueur de basketball Yao Ming, nommé ambassadeur de Shanghai. C'est ce qu'on appelle être dans l'ombre d'un homme plus grand que nature.

nait les gens d'affaires à la réception offerte au Kerry Center par le premier ministre et sa femme. Mais comme il n'est jamais simple de prendre un taxi en Chine — aucun chauffeur ne parle l'anglais et il faut se faire écrire l'adresse en caractères chinois — le grand patron de Quebecor s'est résigné à demander une place dans le petit bus des journalistes. Quand on lui a fait remarquer qu'aucun journaliste de Quebecor Media ne couvrirait Mission Québec, l'homme d'affaires a semblé piqué. « Je vais vous l'écrire, l'article », a dit Pierre Karl Péladeau. Mais même avec une avance de 12 heures sur Montréal, l'homme d'affaires a raté l'heure de tombée.

Il est toujours fascinant de voir avec quelle aisance Jean Charest peut passer du français à l'anglais.

Cette fluidité a d'ailleurs impressionné les étudiants de l'Université des langues étrangères de Pékin devant qui le premier ministre a prononcé un discours. Mais l'espagnol ou le chinois ? Alors cela, c'est une autre histoire.

Toute la semaine, Jean Charest a répété qu'il avait eu l'honneur de rencontrer le président Hu, dont le nom se prononce « hou ».

Sauf qu'il l'appelait presque systématiquement le président you, ce qui a fait dire à un journaliste farceur qu'il parlait plutôt du président who ?

Ne reculant devant rien, le premier ministre s'est même risqué à prononcer toute une phrase en chinois à la fin de son discours devant le Conseil commercial Canada-Chine. Le hic, c'est que personne ne l'a comprise.

À notre table, une Chinoise croyait avoir entendu « Je reviendrai ». À la table voisine, c'était « Je vous souhaite du bonheur ».

Après vérification, il s'agissait tout simplement de « Bonne fête nationale ! ».

Impossible de venir à Pékin avec un premier ministre sans faire un tour à la Grande Muraille, qui constitue l'une des meilleures *photo op* ou occasion de se faire filmer par une caméra de télé.

Comme son nom l'indique, la muraille est accessible en plusieurs endroits, mais les dignitaires étrangers finissent toujours à Badaling, la section la plus rapprochée de la capitale.

Toutefois, chacun a son style. Jean Chrétien aimait l'escalader d'un pas rapide et déterminé, pour montrer qu'il était toujours au sommet de sa forme.

Paul Martin et sa femme y ont déambulé main dans la main dans la brume d'un matin frisquet de janvier. Quant à Jean Charest, il a pris le téléphérique.



La puissance d'un PC. Un accès illimité aux données. En plein ce que vous cherchez.

Avec l'Audiovox PPC-6600 de Bell et notre forfait Données illimitées, vous avez une polyvalence inégalée et une totale liberté. Relié à notre réseau 1X rapide et fiable, il fonctionne comme un portable et vous permet d'envoyer, de recevoir et de visualiser des documents couleur de toutes tailles par courriel, et de naviguer sur des sites Internet complexes, où que vous soyez. Il peut même servir de cellulaire.

AUDIOVOX PPC-6600	FORFAIT DONNÉES ILLIMITÉES
349\$ (courant: 599 \$)	60\$ /mois (courant : 100 \$/mois)

Faites vite. L'offre se termine le 31 octobre 2005. Pour plus de renseignements, appelez au 1 866 371-9746, passez dans un magasin Espace Bell ou Bell Mobilité ou visitez www.bureaumobile.ca/ppc



Et bien simple.^{MC}

LA PRESSE AFFAIRES

« Temps plus difficiles » en vue pour la Grande-Bretagne de Blair

AGENCE FRANCE-PRESSE

BRIGHTON, Angleterre — Le premier ministre Tony Blair a reconnu hier que le Royaume-Uni pourrait affronter « des temps économiques plus difficiles », après plusieurs années de santé éclatante, alors que la conjoncture semble effrayer de plus en plus les consommateurs.

L'actuelle baisse de régime de la croissance met en difficulté le ministre des Finances, Gordon Brown, alors qu'il souhaiterait prendre la suite de Tony Blair en cours de mandat, le premier ministre ne lui ayant guère ouvert la porte pendant la conférence du Labour cette semaine à Brighton.

M. Blair a commenté hier à la BBC la croissance du deuxième trimestre, la plus basse sur un an depuis 12 ans, à 1,5 %, après 3,1 % en 2004, et alors que M. Brown tablait sur 3 à 3,5 % cette année.

Il a constaté que le Royaume-Uni avait récemment « mieux tenu le coup » que ses voisins. « Cela ne veut pas dire que nous ne connaissons pas des temps plus difficiles », a-t-il ajouté, estimant que ce serait le cas pour tous les pays.

La croissance, mesurée sur quatre trimestres, est en chute constante au Royaume-Uni depuis un an.

M. Brown invoque notamment le prix du pétrole, et s'est refusé ce mois-ci à céder à des menaces de blocage du pays par les routiers.

Mais le budget des Britanniques est réellement de plus en plus serré. Le sentiment de richesse et la frénésie de dépenses qui y est associée se sont taris avec le ralentissement des prix de l'immobilier et la hausse des taux d'intérêt. Les faillites personnelles se multiplient.

Les impôts locaux sont de plus en plus lourds : la *Council tax* moyenne dépassera les 1000 livres par an (près de 2100 \$CAN) en Angleterre cette année. Elle a augmenté de 121 % depuis son entrée en vigueur en 1993, comparativement à 36 % pour les prix de détail.

L'inflation est au plus haut depuis janvier 1997, à 2,4 %, et le nombre de demandeurs d'emplois a aug-

Le sentiment de richesse et la frénésie de dépenses qui y est associée se sont taris avec le ralentissement des prix de l'immobilier et la hausse des taux d'intérêt.

menté pour le septième mois consécutif en août, le taux de chômage restant néanmoins à 4,7 %, moitié moins qu'en France.

Les Britanniques semblent aussi inquiets des réformes structurelles dans lesquelles le gouvernement souhaiterait avoir davantage recours au privé. La base travailliste a lour-

dement désavoué le gouvernement là-dessus à Brighton.

Les anecdotes préférées de la presse cette semaine traduisent ce décalage : l'expulsion d'un militant de 82 ans à Brighton qui avait critiqué trop fort les paroles du ministre des Affaires étrangères, Jack Straw, consacrées à l'Irak — M. Blair s'est excusé personnellement — et l'emprisonnement — bref, une personne ayant finalement payé pour elle — d'une femme de 73 ans pour des arriérés d'impôts locaux.

Dans ce climat, outre l'industrie chroniquement fléchissante, la consommation s'effondre. La Bourse de Londres bat des records grâce aux pétrolières, aux mines et aux banques, mais les supermarchés et les chaînes de détail vont mal, tandis que la presse manque de publicité.

Les ventes de détail ont été au plus bas depuis 22 ans en septembre, et l'impact des attentats de juillet à Londres n'explique rien.

Présentant « son budget » en mars, M. Brown avait écrasé ses voisins européens d'une « croissance britannique et américaine deux fois plus forte » que la leur au cours des huit dernières années.

Mais le ministre, et l'économie britannique, vont peut-être devoir rentrer dans le rang, alors que le pays est de surcroît attaqué pour déficit excessif par Bruxelles.

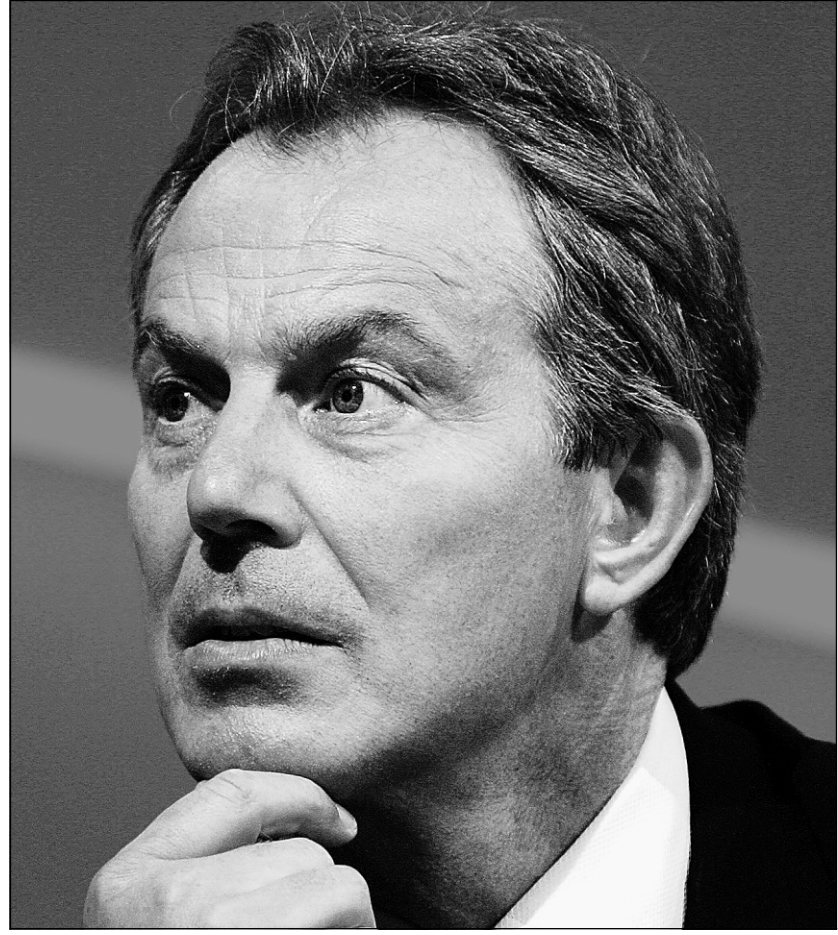


PHOTO ALESSANDRO ABBONIZIO, AFP

Le premier ministre Tony Blair, photographié hier à Brighton, où avait lieu la conférence du Parti travailliste britannique, a constaté sur les ondes de la BBC que le Royaume-Uni avait récemment « mieux tenu le coup » que ses voisins sur le plan économique. « Cela ne veut pas dire que nous ne connaissons pas des temps plus difficiles », a-t-il ajouté.

La première banque du monde va naître demain

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — La première banque privée du Japon et du monde, Mitsubishi UFJ Financial Group, va naître officiellement demain de la fusion entre UFJ Holdings et son ex-concurrente Mitsubishi Tokyo Financial Group.

Pour le moment, cette mégafusion restera invisible pour le client de base, puisque l'intégration entre les banques de détail des deux groupes, Bank of Tokyo Mitsubishi et UFJ Bank, a été reportée au 1^{er} janvier pour laisser le temps aux ingénieurs d'harmoniser les deux systèmes informatiques.

Les deux banques ne veulent en effet surtout pas répéter le scénario catastrophe de la naissance de la banque Mizuho en 2003 : les distributeurs automatiques de billets étaient restés hors d'usage pendant trois jours, en raison de cafouillages entre les ordinateurs des trois banques fusionnées.

Mitsubishi UFJ Financial devient le plus grand groupe de services financiers du monde en actifs (environ 190 000 milliards de yens d'actifs, soit plus de 1960 milliards CAN), détrônant l'américain Citigroup.

La nouvelle mégabanque gèrera quelque 40 millions de comptes bancaires au Japon, elle comptera 1000 succursales dans le monde et 80 000 employés, dont 6000 auront quitté le groupe d'ici trois ans, selon le plan de fusion.

Le rapprochement avait été décidé mi-2004. Mitsubishi Tokyo Financial était sorti victorieux d'un duel de plusieurs mois avec son rival Sumitomo Mitsui Financial Group pour emporter la mariée UFJ. Cette dernière est convoitée pour son très vaste réseau d'agences, ainsi que pour son solide portefeuille de clients individuels et de petites et moyennes entreprises.

UFJ, de son côté, avait besoin d'un partenaire solide pour compenser ses faiblesses. Longtemps considéré comme le prêteur le plus généreux et le moins regardant du Japon, le groupe a été considéré comme celui ayant eu le taux de créances douteuses le plus élevé du secteur.

Fin avril, trois hauts dirigeants de la banque avaient même été condamnés à des peines de prison avec sursis pour avoir tenté de dissimuler, lors d'une inspection gouvernementale, l'étendue de ces créances douteuses.

Avant la fusion, d'énormes efforts ont été accomplis. Le taux de créances douteuses sur le nombre total de prêts a été ramené à 3,62 %, fin juin, par rapport à 10,24 % à la même date de 2004.



PHOTO ANDY RAIN, ARCHIVES BLOOMBERG

Mitsubishi UFJ Financial, né de la fusion de deux géants bancaires nippons dont Mitsubishi Tokyo Financial Group, devient le plus grand groupe de services financiers du monde en actifs (environ 190 000 milliards de yens d'actifs, soit plus de 1960 milliards CAN), détrônant l'américain Citigroup.

Cet apurement intensif s'est traduit par une lourde perte lors de l'exercice 2004-2005 clos fin mars, mais UFJ est revenue aux bénéfices au cours du trimestre suivant. De plus, UFJ doit encore rem-

boursier au contribuable japonais 1500 milliards de yens d'aides, versées à l'époque où l'État injectait massivement des fonds dans le système bancaire national pour lui éviter la faillite pure et simple.

Mitsubishi Tokyo Financial affiche une santé bien meilleure. Le groupe a complètement fini de rembourser les aides étatiques, et son bilan est l'un des plus solides du secteur.

Le chômage reste à un niveau inquiétant en Allemagne

AGENCE FRANCE-PRESSE

FRANCFORT — Le taux de chômage brut en Allemagne, la référence dans le débat public, a baissé à 11,2 % en septembre, un repli traditionnel mais un peu plus marqué que d'ordinaire pour ce mois de l'année propice à l'embauche, a indiqué hier l'Agence pour l'emploi.

Le nombre de chômeurs a baissé de 78 279 personnes pour totaliser 4,65 millions, toujours en données brutes, a annoncé l'agence, qui confirmait des chiffres officiels publiés plus tôt dans la matinée. En août, le taux avait atteint 11,4 %.

À l'ouest du pays, 9,5 % de la population active étaient à la recherche d'un emploi en septembre ; dans l'ex-RDA, ils étaient 17,6 %.

« Le recul du chômage en septembre a été plus fort que d'ordinaire, ce qui est une bonne nouvelle », a déclaré le président de l'agence, Frank Weise, cité dans un communiqué. « Cela s'explique surtout par le fait qu'il y a eu moins de personnes qui se sont inscrites au chômage après avoir perdu leur emploi », a-t-il assuré.

Les entreprises ont tendance à embaucher davantage après les vacances d'été, a-t-il rappelé.

Le nombre de chômeurs en données brutes aurait baissé de quelque 147 000 sans-emploi, sans l'intégration dans les chiffres nationaux de chômeurs auparavant encadrés au niveau communal, a par ailleurs indiqué l'agence.

Dans le deuxième volet de la réforme gouvernementale du marché du travail, l'Agence avait délégué à l'automne 2004 à 69 communes qui en avaient fait la demande l'encaissement de leurs chômeurs. Étant donné leur connaissance du marché local, ces communes pensaient être mieux à même de s'occuper des demandeurs d'emploi. Elles étaient chargées elles-même de les recenser, puis fournissaient à l'agence leurs données, qui étaient davantage des estimations qu'un décompte précis des personnes concernées, ce qui a conduit à des imprécisions dans les statistiques nationales.

Les chiffres nationaux sont désormais complets, a affirmé l'Agence.

En données corrigées des variations saisonnières (CVS), qui reflètent davantage l'état réel du marché du travail, le nombre de chômeurs a augmenté de 39 000 personnes. Les analystes interrogés par AFX, filiale financière de l'AFP, misaient sur une baisse de 15 000 sans-emploi.

Cela correspond à un taux de 11,7 %, selon la Bundesbank, par rapport à 11,6 % en août.

Québec poursuit une société américaine

ACI a empoché des subventions pour des emplois non créés dans des centres d'appels

FRANCIS VAILLES

La société Investissement Québec vient d'intenter une poursuite de 6,8 millions de dollars contre l'entreprise de centres d'appels ACI Telecentrics.

Selon la poursuite, l'entreprise américaine a empoché de généreuses subventions pour créer des emplois en région, mais n'a pas respecté les conditions de l'entente. Les subventions avaient été versées par Investissement Québec, le bras financier du gouvernement. La requête a été rendue publique hier,

en Cour supérieure à Montréal. Depuis l'an 2000, trois centres d'appels de ACI ont été implantés en région, soit à Sherbrooke, à Vaudreuil et à Caplan, en Gaspésie. Globalement, l'entreprise du Minnesota devait créer 1726 emplois ici, selon Investissement Québec, mais seulement 645 emplois ont vu le jour. De plus, ACI devait maintenir ce nombre d'emplois durant au moins trois ans, ce qui ne fut pas le cas.

En avril dernier, ACI a brusquement fermé ses portes en Gaspésie et à Sherbrooke. Le centre de Vaudreuil avait été fermé en 2003,

deux ans après son ouverture. Des employés ont raconté avoir été mis à la porte cavalièrement, avec seulement deux heures d'avis et sans prime de séparation. Ils se sont plaints à la Commission des normes du travail, selon un article alors publié dans *Le Soleil*.

La forte hausse du dollar canadien par rapport la devise américaine était une des raisons invoquées pour ces fermetures.

Dans sa requête, Investissement Québec soutient avoir demandé par lettre à ACI le remboursement des subventions. À ce jour, ses réclamations sont restées sans répon-

se, d'où son recours aux tribunaux.

Investissement Québec affirme qu'elle a droit au plein remboursement des sommes versées, soit 6,8 millions. Si le tribunal rejette cette interprétation de l'entente, Investissement Québec demande subsidiairement 2,9 millions. Ce dernier montant représente la différence entre les montants versés (6,8 millions) et ceux qui auraient dû l'être, selon une autre interprétation de l'entente avec ACI.

Les subventions d'Investissement Québec avaient été versées dans le cadre du programme FAIRE (Fonds pour l'accroissement de

l'investissement et la relance de l'emploi).

Au téléphone, la porte-parole d'Investissement Québec, Josée Béland, affirme que les dossiers délinquants du programme FAIRE sont peu nombreux. Sur les quelque 700 dossiers du programme FAIRE depuis 1996, seulement 25 ont nécessité des remboursements de subventions et moins de 10 se sont rendus devant les tribunaux.

Nous avons tenté de joindre les représentants de ACI au Minnesota, mais l'entreprise n'avait pas rappelé au moment de mettre sous presse.

Le titre de RIM chute de 10%

BLOOMBERG

Le titre de Research In Motion a chuté de près de 10 % hier, pire dégringolade en quasiment un an, des indications donnant à entendre que la croissance du nombre d'abonnés aux dispositifs BlackBerry diminue plus rapidement que ce que certains analystes avaient prédit.

Environ 620 000 clients ont signé

un contrat pour le service de courriel BlackBerry et de téléphonie cellulaire de la compagnie au cours du deuxième trimestre, a fait savoir Research In Motion, alors que les analystes en avaient prédit 650 000. Une prévision tablant sur des ajouts de nouveaux abonnés pouvant atteindre 710 000 n'a pas non plus correspondu aux attentes. Brian Modoff, analyste de Deutsche Bank,

a revu sa recommandation à la baisse et suggère maintenant de vendre l'action de Research In Motion.

Hier, l'action a perdu 8,88 \$, à 81,54 \$, à la Bourse de Toronto. C'était sa chute la plus brutale depuis novembre dernier.

Avant la journée d'hier, le titre de RIM s'était déprécié de 6,3 % cette année. Naguère omniprésent à Wall Street et à Washington, le BlackBer-

ry perd maintenant des clients au profit de Palm Inc. et de Nokia Oyj. Le nombre de nouveaux clients a déçu les investisseurs pour un deuxième trimestre de suite et la croissance des abonnements n'a été que de 4,7 %, comparativement à 17 % un an plus tôt. James Balsillie, président et co-PDG de RIM, a imputé ces résultats « aux fluctuations typiques de l'été ».

Économisez de l'espace de bureau et de l'argent.

Que vous ayez un poste de travail modulaire ou un bureau d'angle, vous apprécierez l'espace que vous permet d'économiser ce PC de bureau ThinkCentre^{MD} ou l'un ou l'autre de ces blocs-notes ThinkPad^{MD} fondés sur les processeurs Intel^{MD}. Ils répondent parfaitement aux besoins de votre entreprise.



Obtenez un écran plat de 17 po en achetant le PC de bureau ThinkCentre ultracompact.

Voici le PC de bureau ThinkCentre M51 ThinkCentre ultracompact et ultrarapide – à peine le quart de la taille d'un PC de bureau traditionnel. Jumelez-le avec un écran plat TFT de 17 po sans frais supplémentaires, et vous reprendrez possession de votre aire de travail, là où l'espace est une priorité. DE PLUS, vous bénéficiez d'une garantie limitée de trois ans avec service sur place¹.



+



=

1 199 \$ Aucuns frais de livraison

- Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} 4 531 avec Technologie HT à 3 GHz
- Windows XP Professionnel²
- Mémoire DDR SDRAM de 512 Mo³
- Disque dur de 80 Go (7 200 tr/min)⁴
- Unité CD-ROM
- Solution de sécurité client ThinkVantage^{MC} 5
- Garantie limitée de trois ans avec service sur place¹

Code de référence de l'offre : 5WNF144

ThinkPad[®] recommande Windows[®] XP Professionnel pour les entreprises

PC de bureau ThinkCentre M51 (2EF) ultracompact

- Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} 4 531 avec Technologie HT à 3 GHz
- Windows XP Professionnel²
- Mémoire DDR SDRAM de 512 Mo³
- Disque dur de 80 Go (7 200 tr/min)⁴
- Unité CD-ROM
- Solution de sécurité client ThinkVantage^{MC} 5
- Garantie limitée de trois ans avec service sur place¹

Comprend un écran TFT L171 de 17 po.

1 199 \$ Aucuns frais de livraison

- Passez à une unité combinée CD-RW/DVD pour 149 \$.
- Passez à un écran TFT de 19 po pour 149 \$.
- Dans le cadre de cette offre, ne payez aucuns frais de livraison à l'achat d'accessoires.

Code de référence de l'offre : 5WNF144



Blocs-notes ThinkPad.

Quantités limitées – modèles offerts jusqu'à épuisement des stocks.

Obtenez-en plus à moindre prix.

Passez à une mémoire de 1 Go et à une garantie limitée de 3 ans avec service sur place¹ pour seulement 99 \$.

Bloc-notes ThinkPad R51

- Technologie Mobile Intel^{MD} Centrino^{MC}
 - Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} M 725 à 1,60 GHz²
 - Connexion réseau Intel^{MD} PRO/Wireless 802.11b/g³
- Windows[®] XP Professionnel
- Mémoire DDR SDRAM de 512 Mo
- Disque dur de 40 Go
- Écran XGA TFT de 15 po
- Gigabit Ethernet et modem intégré
- Unité combinée CD-RW/DVD-ROM
- Système de protection active
- Solution de sécurité client ThinkVantage
- Garantie limitée de un an¹
- Épaisseur de 3,81 cm⁹
- Mallette extensible
- Verrou de sécurité de bloc-notes

1 349 \$ Aucuns frais de livraison

Code de référence de l'offre : 5WTF235

Bloc-notes ThinkPad R51

- Technologie Mobile Intel^{MD} Centrino^{MC}
 - Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} M 735 à 1,70 GHz
 - Connexion réseau Intel^{MD} PRO/Wireless 802.11b/g
- Windows[®] XP Professionnel
- Mémoire DDR SDRAM de 512 Mo
- Disque dur de 60 Go
- Écran XGA TFT de 15 po
- Gigabit Ethernet et modem intégré
- Unité combinée CD-RW/DVD-ROM
- Système de protection active
- Solution de sécurité client ThinkVantage
- Garantie limitée de un an¹
- Épaisseur de 3,81 cm
- Mallette extensible
- Verrou de sécurité de bloc-notes

1 549 \$ Aucuns frais de livraison

Code de référence de l'offre : 5WTF236

Bloc-notes ThinkPad R51

- Technologie Mobile Intel^{MD} Centrino^{MC}
 - Processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} M 745 à 1,80 GHz
 - Connexion réseau Intel^{MD} PRO/Wireless 802.11b/g
- Windows[®] XP Professionnel
- Mémoire DDR SDRAM de 512 Mo
- Disque dur de 80 Go
- Écran SXGA+ TFT IPS Flexview de 15 po
- Gigabit Ethernet et modem intégré
- Unité combinée CD-RW/DVD-ROM
- Système de protection active
- Solution de sécurité client ThinkVantage
- Garantie limitée de un an¹
- Épaisseur de 3,81 cm
- Mallette extensible
- Verrou de sécurité de bloc-notes

1 749 \$ Aucuns frais de livraison

Code de référence de l'offre : 5WTF237

OBTENEZ-EN PLUS AVEC MICROSOFT[®]

Microsoft[®] Windows[®] XP avec Service Pack 2 est la nouvelle norme en matière d'informatique efficace et fiable. Remarquablement facile à utiliser, ce logiciel vous assure sécurité, performance et fiabilité. Ajoutez Microsoft[®] Office[®] à votre nouvel ordinateur de façon à maximiser votre productivité pendant vos déplacements. Achetez maintenant ce logiciel et vous profiterez de rabais sur le prix courant.

VASTE SÉLECTION DE PRODUITS EN LIGNE

Quoi que vous fassiez, il y a toujours un bloc-notes ThinkPad ou un PC de bureau ThinkCentre pour répondre à tous vos besoins. Allez à thinkpad.com/ca/fr pour trouver le produit qui vous convient le mieux.

AVANTAGE PRIX



Si vous achetez un système admissible et que vous trouvez un produit équivalent offert par un de nos concurrents désignés à un prix inférieur à celui affiché dans la présente annonce, et ce, dans un délai de 14 jours suivant la date d'achat, nous vous rembourserons la différence¹⁰. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez thinkpad.com/ca/fr

1 866 528-6353 | thinkpad.com/ca/fr
ThinkPad et ThinkCentre sont des produits de Lenovo.

ThinkCentre^{MD} | ThinkPad^{MD}

Disponibilité: Toutes les offres dépendent de la disponibilité des stocks. Lenovo se réserve le droit de modifier les offres de produits et les spécifications en tout temps et sans préavis. Lenovo ne se tient aucunement responsable des erreurs typographiques ou photographiques. Aucune promotion ne peut être combinée avec une autre offre ou réduction sur quantité à laquelle vous avez droit. Lenovo se réserve le droit de limiter les quantités à cinq (5) systèmes par client. Tous les chèques doivent faire l'objet d'une approbation de crédit. Prix: Taxes en sus. Les prix des revendeurs peuvent varier. Les frais de transport et de manutention seront facturés en sus, à moins d'indication contraire, et ils ne sont pas remboursables. Frais de transport: 4,95 \$ pour les accessoires de moins de 75 \$; 9,95 \$ pour les accessoires entre 75 \$ et 500 \$; 14,95 \$ pour les accessoires dont le prix varie entre 500 \$ et 1 000 \$; les imprimantes, les scanners, les écrans et les projecteurs, 59,95 \$ pour les accessoires de plus de 1 000 \$; 59,95 \$ pour tous les systèmes vendus sans écran; les accessoires (à l'exception des imprimantes, des scanners, des écrans et des projecteurs) seront expédiés avec votre système sans frais supplémentaires. (1) Garantie limitée: Le soutien non couvert par la garantie entraînera des frais supplémentaires. Certaines conditions peuvent s'appliquer pour que vous puissiez bénéficier des garanties. Une copie de la garantie et des modalités Lenovo est incluse avec chaque achat. Pour obtenir une copie de ce contrat, appelez au 1 800 565-3344. (2) Logiciel inclus: Il est possible qu'il diffère de la version vendue au détail (le cas échéant) et qu'il ne comprenne ni le guide d'utilisation ni toutes les fonctionnalités logicielles. Les contrats de licence peuvent s'appliquer. (3) Mémoire: Pour les PC sans carte vidéo distincte, la mémoire soutient à la fois le système et le traitement vidéo. Selon le mode vidéo utilisé, la mémoire système disponible peut atteindre 64 Mo de moins que celle indiquée. (4) Disque dur: 1 Go = 1 milliard d'octets. La capacité réelle est moindre; jusqu'à 4 Go sont utilisés en guise de partition. (5) Solution de sécurité client ThinkVantage: Préinstallée sur certains modèles ou offerte en téléchargeant le logiciel. (6) Microsoft Office: Certains produits logiciels de Microsoft compris avec cet ordinateur peuvent utiliser des mesures technologiques pour assurer la protection contre la copie. LE CAS ÉCHÉANT, IL VOUS SERA IMPOSSIBLE D'UTILISER LE PRODUIT SI VOUS NE RESPECTEZ PAS TOUTES LES PROCÉDURES PROPRES À SON ACTIVATION. Ces procédures et les dispositions sur le respect de la vie privée de Microsoft seront affichées pendant le lancement initial du produit, ou au moment de certaines réinstallations logicielles ou de reconfigurations de l'ordinateur, et peuvent être complétées par Internet ou par téléphone (des frais d'interurbain peuvent s'appliquer). (7) Processeurs mobiles: La gestion de la consommation d'énergie réduit la vitesse du processeur avec une alimentation par batterie. (10) Avantage Prix: Pour obtenir la liste complète des modalités, allez à www.thinkpad.com/ca/fr. Marques de commerce: Les marques de commerce suivantes appartiennent à Lenovo: ThinkPad, ThinkVantage Client Security Solution, ThinkCentre et Rescue and Recovery. IBM et le logo IBM sont des marques déposées d'IBM, utilisées sous licence. Microsoft et Windows sont des marques déposées de Microsoft Corporation. Intel, Intel logo, Intel Inside, Intel Inside logo, Intel Centrino, Intel Centrino logo, Celeron, Intel Xeon, Intel SpeedStep, Itanium, et Pentium sont des marques déposées ou enregistrées d'Intel Corporation ou de ses filiales, aux États-Unis et dans d'autres pays. Les autres noms d'entreprise, de produit et de service peuvent être des marques de commerce ou des marques de service d'autres sociétés. © Lenovo, 2005. Tous droits réservés. Pour obtenir les plus récents renseignements sur l'informatique sécuritaire et efficace, allez régulièrement à www.lenovo.com/safecomputing

LA PRESSE AFFAIRES

7,5 milliards de profits rapatriés



Les dirigeants du géant mondial PepsiCo ne prennent pas « la vie à la légère ». Au lieu d'un Pepsi diète, ce sont plutôt des profits sucrés et pétillants qu'ils ont servis, hier, à leurs actionnaires.

Pour le troisième trimestre, la multinationale américaine, propriétaire de Frito-Lay, de Tropicana et de Quaker, a affiché un bénéfice avant impôt de 1,9 milliard de dollars américains, en hausse de 14,3 % par rapport à l'an dernier.

Cela représente 78 cents US par action. Les analystes attendaient un bénéfice de 73 cents US.

« Pepsi connaît une année fantastique », lance Christopher Sears, analyste pour MacDougall, MacDougall & MacTier.

Fort de cette progression, la compagnie a profité de ses derniers résultats pour rapatrier 7,5 milliards US de profits internationaux accumulés au fil des années. Elle est présente dans 170 pays.

La nouvelle loi American Jobs Creation Act permet aux multinationales de retourner leurs gains

aux États-Unis afin de les convertir en dollars américains.

« C'est une façon de se protéger contre les fluctuations des devises », explique M. Sears.

En échange, les entreprises s'engagent à créer de l'emploi aux États-Unis. Et les profits rapatriés sont imposés à 5,25 % (même s'ils l'ont déjà été à l'étranger).

Cette dépense extraordinaire d'impôt s'est élevée à 27 cents US l'action. Ce faisant, le profit net de PepsiCo a été de 51 cents US pour le trimestre par rapport à 79 cents US il y a un an.

Côté ventes, Christopher Sears remarque que toutes les divisions de l'entreprise sont en croissance.

« Elle offre des produits très populaires », dit l'analyste.

Il souligne que PepsiCo a amorcé, il y a longtemps, une diversification de ses marques.

La compagnie, spécialisée à l'origine dans les boissons gazeuses, a fait plusieurs grandes acquisitions.

Il y a 40 ans, elle a acheté Frito-Lay, fabricant des Doritos, des Tostitos et des croustilles Lay's et Ruffles.

En 1998, elle a acquis le fabricant de jus Tropicana. Sa division boissons compte plusieurs gros canons, comme la boisson sportive Gatorade, l'eau Aquafina et les boissons gazeuses Pepsi et Mountain Dew, signale l'analyste.

Six ans plus tard, elle mettait la main sur Quaker Oats Company, connue pour ses marques de gruau et pour ses produits Aunt Jemima.

La division PepsiCo International propose une gamme de boissons qui inclut le Seven-Up.

« La compagnie est en bonne position car il y a une grande demande pour les aliments à grignoter (snack foods) », dit M. Sears.

Sans compter, ajoute-t-il, qu'elle s'engage aussi dans un virage santé, avec les jus, les boissons sportives, l'eau, les barres de grains complets, etc. « Le monde change et elle s'adapte », dit-il.

Hier, le président de PepsiCo s'est réjoui de l'essor des ventes. « On s'attend cependant à ce que l'impact des ouragans Katrina et

L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

PEPSICO

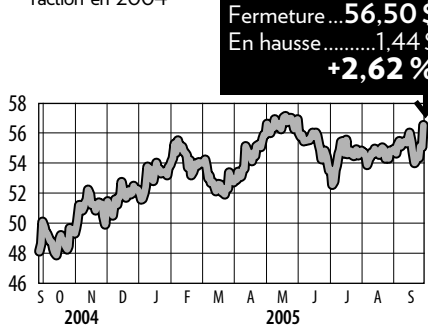
Symbole : **PEP** (New York)
Exercice financier : **31 décembre**

DONNÉES FINANCIÈRES

Au troisième trimestre, en \$US

	2005	2004
Brevages PepsiCo	2,5	2,1
Frito-Lay	2,4	2,3
PepsiCo International	2,8	2,4
Quaker Foods	0,4	0,4
Revenus totaux	8,1	7,2
Bénéfice avant impôts	1,9	1,6
Bénéfice net	0,9	1,4
BPA ¹ avant impôts	78¢	66¢
BPA ²	51¢	79¢

- Bénéfice par action**
- Comprend une charge fiscale spéciale de 27¢ l'action en 2005 et un gain fiscal spécial de 13¢ l'action en 2004



CHRISTOPHER SEARS
Analyste financier pour MacDougall, MacDougall & MacTier

PLUS : avantages comparatifs dans le créneau des boissons santé et sportives

MOINS : l'impact des ouragans pourrait ralentir les dépenses des consommateurs

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Rita ébranle la confiance des consommateurs », a précisé Steve Reinemund.

Cela ne l'a pas empêché d'augmenter légèrement ses objectifs financiers pour l'année. « Étant donné la vigueur du dernier trimestre », le bénéfice par action prévu passe de 2,61 \$US à 2,65 \$US.

Christopher Sears souligne que la croissance annuelle des ventes est d'environ 15 %. Son prix cible pour le titre est de 62 \$US d'ici un an.

La compagnie verse un dividende annuel de 1,04 \$US, pour un rende-

ment de 1,8 % au cours actuel.

Son action s'échange à 21 fois les profits de cette année, comparativement à 21,5 fois pour Coca-Cola.

« Coca-Cola est un peu plus chère et 85 % de ses ventes sont concentrées dans les boissons », explique l'analyste.

L'action de PepsiCo a reculé au début de l'été. Des rumeurs voulaient qu'elle achète Danone, le géant agroalimentaire français.

« Cela a été démenti, rappelle M. Sears. De toute façon, les gammes de produits n'étaient pas les mêmes. »

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

- Bombardier (BBD.SV.B)
- Shermag (SMG)
- Vincor Inter. (VN)
- Abitibi (A)
- Research In Motion (RIM)
- Nortel (NT)
- BCE (BCE)
- Tembec (TBC)
- Petro-Canada (PCA)
- Mitec Telecom (MTM)

Alcan promet une croissance de 15%

TARA PERKINS
PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le géant de l'aluminium Alcan prévoit une croissance annuelle de 15 % de son bénéfice d'exploitation par action, de même qu'une hausse des flux de trésorerie d'au moins 2 milliards US par année à partir de 2006, a annoncé le PDG de la compagnie, Travis Engen, hier.

Ces éléments font partie des nouveaux objectifs à long terme d'Alcan pour l'ensemble de ses activités.

M. Engen a présenté ces nouveaux objectifs à l'occasion de la réunion d'information annuelle tenue à l'intention des investisseurs et qui a eu lieu alors que la compagnie est à l'apogée de sa « profonde transformation » qu'elle a connue au cours des dernières années. « Ces objectifs reflètent les changements et les progrès considérables qu'a connus Alcan depuis 2003. »

Alcan, qui a son siège social à Montréal, compte près de 70 000 employés et des installations dans 55 pays et régions. Elle possède entre autres 11 raffineries d'aluminium et 22 fonderies. À la Bourse de Toronto, hier, le titre d'Alcan a gagné 11 cents pour clôturer à 37,05 \$.

La compagnie fournit, en produits de l'aluminium, plusieurs industries allant du secteur automobile à celui des éoliennes et est en train de développer ses activités dans l'emballage — d'aliments, de médicaments, de maquillage et de cigarettes.

Au cours de la conférence tenue hier à Toronto, le directeur des finances par intérim, Michael Hanley, a affirmé que la situation financière

de la compagnie s'améliore. Alcan fait toutefois face à plusieurs obstacles de nature financière et, actuellement, la principale déception est de ne pas être en position de respecter son objectif d'afficher d'ici l'an prochain une valeur économique ajoutée (VEA) positive, a expliqué M. Hanley. La VEA permet de mesurer le succès des dépenses d'une compagnie ou, en d'autres mots, son coût du capital.

Les prix des métaux montent en flèche depuis deux ans maintenant, alors que la Chine continue d'en consommer de grandes quantités pour alimenter son développement rapide.

Certains investisseurs ont pu être déçus des profits que la compagnie a récemment dévoilés, compte tenu de la hausse extraordinaire des prix des métaux depuis le début de 2003, a souligné M. Hanley, en indiquant toutefois que beaucoup d'autres facteurs ont contribué à diluer les profits depuis deux ans. Il a notamment cité la fluctuation du cours des devises, qui ne passe pas inaperçue si on considère que 80 % des activités de production sont localisées à l'extérieur des États-Unis.

Alcan estime que l'impact de la faiblesse du dollar américain sur son bénéfice d'exploitation depuis 2003 a été d'environ 340 millions US par année.

Les fortes augmentations des coûts des matières premières comme le coke, les résines, le pétrole, le gaz naturel de même que ceux du transport maritime ont représenté un autre fardeau non négligeable pour Alcan. Ces variations de prix ont ajouté annuellement environ 700 millions US aux coûts de base de la compagnie, a affirmé Michael Hanley.

Une autre acquisition pour TransForce

PRESSE CANADIENNE

Autre transaction dans le secteur du transport routier. Le Fonds de revenu TransForce a signé une lettre d'intention pour acquérir Express Golden Eagle, dont le siège social est situé à Bois-des-Filion, au Québec.

La clôture de la transaction est prévue pour le début d'octobre.

Express Golden Eagle met l'accent sur le transport transfrontalier entre l'Ontario, le Québec et des endroits stratégiques aux États-Unis. Par l'entremise de ses filiales, l'entreprise compte 175 tracteurs et 300 remorques ouvertes et fermées. Son chiffre d'affaires annuel s'établit à environ 45 millions de dollars. Ses activités principales consistent à transpor-

ter des matières premières et des matériaux de construction. Son président, Serge Lacasse, qui continuera d'assumer la direction de l'entreprise, relèvera désormais d'Alain Bédard, pdg du Fonds de revenu TransForce. L'unité de TransForce a diminué de 9 cents hier à la Bourse de Toronto et terminé la journée, à 16,05 \$.

Nortel a reçu 150 millions US de contrats de China Mobile

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — L'équipementier Nortel Networks a indiqué, hier, avoir obtenu jusqu'ici cette année 150 millions US en contrats de la société de téléphonie China Mobile.

Ce client compte étendre la desserte de son service sans fil dans

six régions de la Chine ; la capacité devrait être accrue de 3,5 millions d'abonnés pour atteindre 18 millions en tout, ajoute Nortel.

La technologie de Nortel « joue un rôle important » pour préparer China Mobile à offrir un service de pointe au grand public, a souligné Robert Mao, patron de la division chinoise de Nortel.

Cette extension de réseau par China Mobile « illustre la confiance » envers notre technologie, ajoute la compagnie établie au Canada. Nortel a maintenant conçu et installé des réseaux dans 70 pays. L'action de Nortel a perdu 10 cents, à 3,73 \$ hier, à la Bourse de Toronto.

Shermag ne s'explique pas la chute de son action

PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de meubles Shermag ne s'explique pas l'effondrement du cours de son action, qui a perdu plus de 35 % de sa valeur en deux semaines.

Hier, à la Bourse de Toronto, le titre de l'entreprise sherbrookoise a clôturé la séance à 2,73 \$, en baisse de 54 cents, ou 16,5 %, par rapport à son prix de la veille. Il valait 4,20 \$ le 19 septembre dernier.

Plus de 2 millions d'actions ont changé de mains pendant la journée.

La société a pourtant indiqué dans un communiqué qu'il n'y avait eu « aucun développement significatif au sein de la société depuis la publication, le 11 août 2005, des résultats du premier trimestre ».

Cette période s'est soldée par une perte de 1,51 million, comparativement à un profit de 531 000 \$ à pareille date l'année

précédente. Les résultats du deuxième trimestre de la compagnie devraient être publiés au cours de la deuxième semaine de novembre.

En août, Shermag disait avoir complété à peu près la moitié de son plan de réorganisation, qui prévoyait entre autres un recours accru à des sous-traitants asiatiques ainsi que la fermeture d'usines au Québec.

Shermag emploie environ 1900 personnes.

RÉSULTATS FINANCIERS

	REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION		
	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	
Firan Techno. Grp (FTG / TSX)	26 août - 3 ^e trim.	13 218	13 361	-1	119	758	-84	0.01	0.05
Automobile, Ontario	9 mois	39 411	36 177	9	(1 045)	(164)	—	(0.06)	(0.01)
Gopher Media Svcs. (GOX / TSX CROIS.)	31 juil. - 2 ^e trim.	80	79	1	2	21	-90	n.d.	n.d.
Internet/Multim., Québec	6 mois	287	203	41	52	66	-21	0.01	0.01
Reko Int'l Grp (REK / TSX)	31 juil. - 4 ^e trim.	23 911	22 483	6	231	398	-42	0.03	0.05
Machinerie/Fabrication, Ont.	12 mois	79 357	73 041	9	(777)	(312)	—	(0.10)	0.04

Source: CNW Group

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé jeudi le prix de

l'argent de (0 01550) cents américains par rapport à

l'ouverture de la veille.

Jeudi : \$7 5050

MONTRÉAL — Handy & Harman évaluait hier le prix

de l'argent canadien à (\$ 9 117) (+0 163) l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman évaluait hier le prix

de l'argent américain à (\$ 7 475) (+0 135) l'once troy.

LES MÉTAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE	
CUIVRE (catégorie-A-)	
Comptant	3975—3976
3 mois	3790—3792
15 mois	3155—3165
PLOMB	
comptant	1010—1015
3 mois	964—965
15 mois	902—905
ALUMINIUM	
comptant	1851,5—1852
3 mois	1862—1862,5

15 mois 1807—1812

NICKEL (dollars)

comptant	13405—13410
3 mois	13375—13400
15 mois	12550—12650

ÉTAIN

comptant	6405—6410
3 mois	6400—6425
15 mois	6310—6360

ZINC (qualité supérieure)

comptant	1433,5—1434
3 mois	1440,5—1441,5
15 mois	1382—1387

ÉDITORIAL

Un tango se danse à deux



mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

Il n'est pas inutile de se lancer dans de savantes démonstrations; tous les acteurs du secteur industriel québécois savent, puisqu'ils le vivent tous les jours, à quel point la hausse rapide de notre devise, conjuguée à la montée de la concurrence des pays en émergence représentent un énorme défi d'adaptation.

Nombreuses sont les entreprises qui doivent redéfinir leurs façons de faire, un processus qui, souvent, aboutit à une demande de révision des conditions de travail des employés. La responsabilité des patrons est de bien faire comprendre les enjeux auxquels

Si les syndicats doivent faire preuve de souplesse, les patrons, eux, doivent comprendre qu'ils n'ont rien à gagner à abuser de la situation.

ils font face et de présenter des demandes qui demeurent dans le domaine de l'acceptable pour les employés. Lorsque présentés de façon honnête et transparente, les ajustements nécessaires à la survie d'un projet, d'une usine et même d'une entreprise trouvent souvent écho auprès des travailleurs.

Ce fut le cas, par exemple, des employés syndiqués de Bombardier aéronautique de la région de Montréal qui, en mars dernier, acceptaient dans une proportion de 91,4 % un projet de convention collective qui comportait des concessions devant permettre à Bombardier de réduire de 60 millions de dollars US les coûts de production des usines montréalaises. Deux éléments importants expliquent cette acceptation massive. D'une part, les employés de Bombardier étaient conscients que, sans les concessions accordées à leur employeur, Montréal se trouvait désavantagée face aux autres

villes qui convoitaient le contrat d'assemblage de la CSérie. D'autre part, l'exécutif syndical et la direction de Bombardier avaient réussi à trouver des façons d'améliorer la compétitivité des installations montréalaises sans trop rogner sur les conditions de travail des employés.

Quoique fort différent, le cas de l'usine d'abattage et de découpe de viande de porc d'Olymel, à Princeville, nous fournit un autre exemple de cette souplesse dont sont capables des employés syndiqués. Rappelons brièvement les faits. Confrontée à la hausse rapide du dollar canadien, Olymel, qui exporte la moitié de sa production de viande de porc, voit la rentabilité de certaines usines décliner à vue d'oeil. En mai 2004, elle ferme ainsi son usine de Princeville. Devant la perte de l'un des plus importants employeurs de cette localité, un comité de relance se met sur pied.

Début septembre 2005, Olymel considère la possibilité de rouvrir son usine, à condition que les employés acceptent d'importantes concessions. Ces concessions sont jugées inacceptables et, le 18 septembre, les employés les rejettent dans une proportion de 83 %. L'entrée en scène d'un conciliateur du ministère du Travail changera la donne. Il réussira à obtenir un certain nombre de compromis de la partie patronale : augmentation de l'enveloppe salariale, mouvements de main-d'oeuvre qui respecte davantage le principe de l'ancienneté et une clause protégeant les salariés contre la sous-traitance. Une semaine après avoir rejeté en bloc la première proposition de la direction, les employés d'Olymel acceptent à 66 % les nouvelles offres patronales. L'entreprise prévoit maintenant rouvrir son usine le 24 octobre prochain, usine qui devrait compter environ 300 employés.

Ces deux exemples devraient servir de guide à toutes les entreprises qui, pour demeurer dans la course, sont contraintes de revoir leur mode de production. Si les syndicats doivent faire preuve de souplesse, les patrons, eux, doivent comprendre qu'ils n'ont rien à gagner à abuser de la situation. *It takes two to tango*, ou traduction libre, un tango se danse à deux !

LA BOÎTE AUX LETTRES

Oubliez les baisses d'impôts!

Il est tout à fait logique que le gouvernement abandonne son projet de baisses d'impôts. L'État ne peut diminuer ses revenus et augmenter les dépenses. Alors, nous les moins bien nantis, qui n'avons pas eu le bonheur de travailler pour la fonction publique et bénéficier d'un fonds de retraite, devons nous saigner à blanc pour satisfaire aux demandes insensées de la CSN et de la FTQ dirigées par le tandem Carbonneau/Massé. Quel beau couple ils font ! Je les verrais très bien, dans un prochain gouvernement, M. Massé comme premier ministre et M^{me} Carbonneau comme présidente du Conseil du Trésor. Populaires comme ils sont auprès de la population, ils battraient à plate couture leurs adversaires lors d'une élection. Ils auraient alors la main dans le « cash » et pourraient répondre à toutes les demandes syndicales. Et pour mettre la cerise sur le gâteau, ils réaliseraient la souveraineté du Québec, opération très rentable pour eux, puisqu'ils ne manqueraient pas de faire adhérer à leurs centrales syndicales tous les fonctionnaires québécois qui travaillent au fédéral.

Réal Gagnon
Palmarolle

Faudrait se brancher !

Depuis l'élection du gouvernement Charest, on a entendu sur toutes les tribunes que le gouvernement ne doit surtout pas baisser les impôts, qu'il doit à tout prix revenir sur sa promesse, qu'il ne doit pas en faire un dogme, qu'il doit mettre tout ça aux oubliettes. Pendant tout ce temps, le gouvernement se retrouve seul pour affirmer que les Québécois paient trop de taxes

et d'impôts. Or, qu'arrive-t-il quand celui-ci annonce qu'il ne croit pas avoir les moyens de baisser massivement les impôts ? Soudainement, on entend sur toutes les tribunes que le gouvernement doit absolument baisser les impôts, qu'il doit à tout prix respecter sa promesse. C'est quoi notre idée, exactement ?

Mathieu Philippe

Si Pinocchio était ministre des Finances...

En première page de votre livraison du 28 septembre, votre journaliste rapporte les mots mêmes du ministre des Finances, Michel Audet : « On doit tenir compte de la réalité », pour expliquer que le gouvernement renoncera, cette année encore, à la promesse électorale qu'il a faite de réduire les impôts des particuliers. Suis-je le seul à prétendre pouvoir interpréter ces propos comme un aveu indirect que les promesses électorales sont faites sans tenir compte de la réalité ? J'ai l'impression que personne ne s'offusque qu'on nous serve de tels prétextes pour renier des promesses faites solennellement. Autant dire qu'en période électorale, on promet n'importe quoi puisque nous sommes assez dupes pour croire, justement, n'importe quoi. Il faudrait donc que nous nous souvenions, quand il sera temps d'aller aux urnes, que les promesses électorales sont ainsi faites sans tenir compte de la réalité, et nous vivrons, de la sorte, moins de frustrations post-électorales.

Gérard Cuggia
Sherbrooke



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

À qui cela profite-t-il?

Le combat pour des rivières « vierges » est en réalité de l'irresponsabilité environnementale

JEAN-FRANCOIS SAMRAY



L'auteur est président-directeur général de l'Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ).

Une fois encore, des artistes québécois, dont Roy Dupuis, sont intervenus en force dans un quotidien montréalais pour vanter le charme des rivières du Québec et dénoncer toute intervention humaine sur ces cours d'eau. Or, l'hydroélectricité est une source d'énergie propre et renouvelable qui contribue de manière importante à la santé de l'économie québécoise.

Ces supposés amants de la nature vierge, bien recouverts de leur vertu de grands défenseurs de l'environnement, sont en fait les pires ennemis de la cause qu'ils prétendent défendre.

Ainsi, la mise en valeur de l'énergie hydroélectrique du Québec s'avère une solution de premier plan pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ici, au Québec ainsi que chez nos voisins de l'Ontario et des États-Unis. Or, la réduction des émissions de GES constitue LA priorité environnementale de la planète et un axe majeur de l'atteinte des objectifs du Canada en regard du protocole de Kyoto.

À ces préoccupations s'ajoutent également la prospérité économique du Québec et la bataille des régions pour leur survie. Financée notamment par Le Fonds de l'environnement de Shell Canada et, de l'aveu même de son président, par des argentiers américains, la fondation Rivières s'attaque aux bases de notre développement économique. À qui cela profite-t-il ? Aux pétrolières ? Au lobby du char-

La vision romantique prônée par les tenants de la « pureté » des rivières frise l'irresponsabilité et annonce des lendemains douloureux.

bon américain ? La question du financement des groupes d'opposition est cruciale et mérite d'être examinée, car elle révèle les véritables intérêts qui se cachent derrière leur action.

Les « protecteurs » des rivières ont également imposé à l'opinion publique, plusieurs grands mensonges. Tout d'abord, celui que l'on pouvait se passer de construire de nouveaux équipements hydroélectriques en faisant de l'efficacité énergétique et davantage d'éolien. Or, la décision de construire de nouveaux projets hydroélectriques majeurs comme celui de l'Eastmain-1-A/Rupert à la baie James tient déjà compte des importants efforts consacrés ces prochaines années à l'efficacité énergétique (l'équivalent de la consommation de 180 000 résidences) et du développement éolien. Il faut savoir que malgré tout cela, la demande en

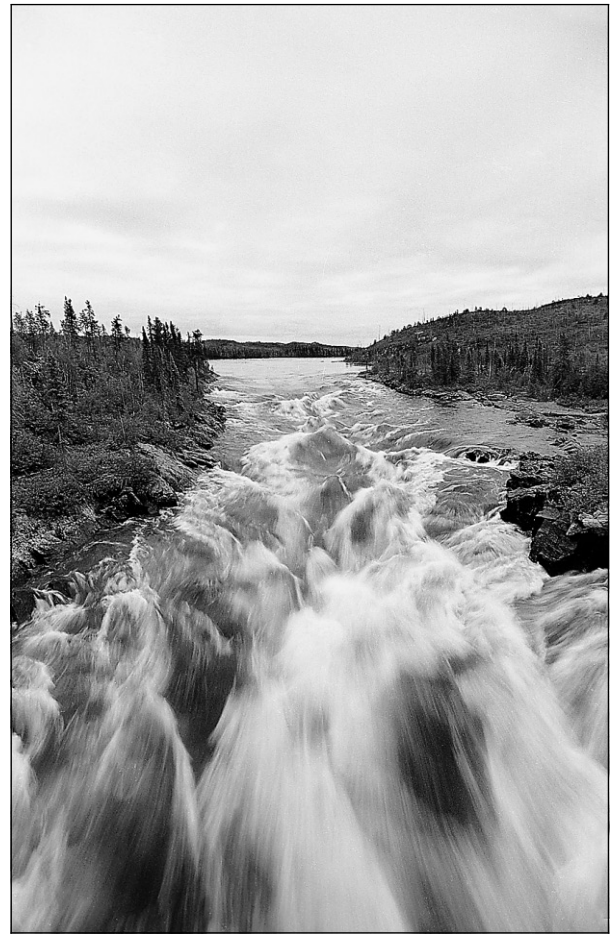


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

La mise en valeur de l'énergie hydroélectrique du Québec s'avère une solution de premier plan pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) ici, au Québec ainsi que chez nos voisins de l'Ontario et des États-Unis, nous dit l'auteur.

électricité continuera de croître et que sans ce projet, ce sera la fin de l'autosuffisance du Québec pour son approvisionnement électrique.

Il est clair que l'éolien mérite une place importante dans le portefeuille d'énergies renouvelables du Québec. Mais parce que cette source d'énergie est intermittente, elle doit impérativement être développée en complémentarité avec une autre source d'énergie de base et stable. En ce sens, l'hydroélectricité et l'éolien constituent une combinaison extraordinaire qui maintiendra le Québec au rang des plus grands producteurs d'énergies renouvelables.

Autre grand mensonge reconnu par le président de la fondation Rivières, c'est le volume d'eau résiduel à Waskaganish après la mise en service des barrages. Là encore, ils ont été obligés d'admettre que leurs propos étaient propagandistes et qu'en vérité le débit de la rivière Rupert y sera supérieur à celui de la

rivière Richelieu, soit 50 % de son volume actuel. Sachons que l'abondance de nos ressources naturelles et notre développement hydroélectrique nous sont enviés ailleurs dans le monde. Il est profondément triste de constater que ce sont des Québécois qui s'aventurent à dénigrer l'une de nos plus belles réussites environnementales et à saper l'une des plus grandes forces économiques du Québec.

La vision romantique prônée par les tenants de la « pureté » des rivières frise l'irresponsabilité et annonce des lendemains douloureux. Lorsque les Québécois constateront qu'ils doivent acheter de l'électricité de centrales thermiques américaines pour se tenir au chaud par -30 Celsius, ils réaliseront qu'ils ont été pris en otages par tous ces vendeurs d'illusions. Espérons que notre bêtise ne nous conduira jamais jusque-là !

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
							HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	4,85	0,15	3,19	-41,28	2 135	8,38	4,63
▼ ACE Aviation (ACE.RV)	✓	36,00	-0,40	-1,10	1,27	3 647	43,03	21,00
Addenda Capital (ADV)		31,00	-0,15	-0,48	25,76	365	31,24	17,00
▼ Aeterna (AEZ)		5,50	-0,16	-2,83	-26,67	254	8,25	5,28
Alcan (AL)	✓	37,05	0,11	0,30	-29,44	13 717	56,08	35,38
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	20,31	-0,16	-0,78	14,42	4 312	21,75	14,05
Astral Media (ACM.NV.A)		34,01	0,11	0,32	4,39	1 888	35,09	26,80
▲ Axcan Pharma (AXP)		15,03	0,49	3,37	-35,44	687	25,15	13,97
▼ Banque de Montréal (BMO)	✓	57,70	-0,60	-1,03	-0,10	28 854	62,44	53,05
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	31,34	0,24	0,77	30,20	738	31,50	22,51
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	59,90	-0,32	-0,53	20,86	9 920	62,31	42,99
▼ Banque Royale du Canada (RY)	✓	84,01	-0,89	-1,05	30,76	54 374	86,68	59,31
BCE (BCE)	✓	31,55	0,19	0,61	9,09	29 238	33,00	27,15
▼ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	2,88	-0,07	-2,37	21,01	5 045	3,66	1,87
Cambior (CBI)		2,56	0,02	0,79	-20,25	702	3,93	1,94
▲ Cascades (CAS)	✓	8,30	0,14	1,72	-38,06	673	14,80	8,05
CN (CNR)	✓	82,01	0,60	0,74	12,24	22 586	82,89	60,50
Cogeco (CGO.SV)		27,00	-0,25	-0,92	20,48	444	29,85	18,50
▼ Conjuchem (CJC)		1,82	-0,02	-1,09	-56,67	87	5,72	1,60
Corporation Financière Power (PWF)	✓	33,62	-0,28	-0,83	5,10	23 696	35,50	27,85
Domtar (DTC)	✓	7,46	-0,01	-0,13	-48,55	1 721	16,02	7,40
Emergis (EME)		3,75	0,00	0,00	3,02	373	4,00	2,52
▲ Garda (GW)		11,30	0,13	1,16	35,17	286	12,95	4,10
▼ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	8,15	-0,40	-4,68	1,88	3 521	8,78	6,59
Groupe Canam (CAM/SV.A)		7,19	-0,02	-0,28	34,90	304	7,60	4,21

▲> Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras : Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 : Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$: Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	11 059,88	11 077,76	11 012,06	11 018,50	-0,22%	27,62%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 705	GAINS	815	PERTES	655	INCHANGÉES	235
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	11 118,03	8 591,90	(millions)	310	348

SOUS-INDICES				SOUS-INDICES			
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION		
Services financiers	173,49	-0,43	Prod. consom. discr.	101,63	0,10		
Matériaux de base	174,82	1,25	Services de télécom.	84,24	0,17		
Énergie	332,75	-1,72	Prod. consom. de base	205,05	-0,44		
Produits industriels	84,69	0,19	Service publics	208,18	2,29		
Tech. de l'information	27,71	-0,96	Soins de santé	53,84	1,02		

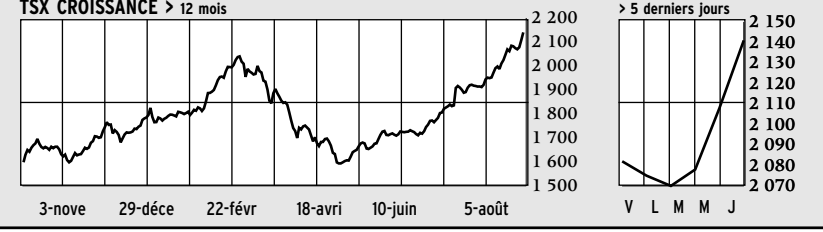
AUTRES INDICES CANADIENS				AUTRES INDICES CANADIENS			
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	619,95	-2,44	-0,39	S&P / TSX Moyen. Cap.	761,37	1,77	0,23
S&P / TSX Petites cap.	674,22	3,99	0,60	DJ Can. Titans (40)	1 623,58	-7,05	-0,43

LES 10 PLUS ACTIFS				LES 10 PLUS ACTIFS			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
NORTEL NETWORKS	10578038	3,73	-0,10	GOLDEN STAR	4267490	3,96	0,08
BOMBARDIER INC 'B'	10251406	2,88	-0,07	CAMBIOR INC	4305916	2,56	0,02
SILVER WHEATON	6452428	5,03	0,18	VINCOR	3646974	36,49	0,14
KINROSS GOLD CORP	5442790	9,07	0,11	ENCANA CORP	3592717	67,20	0,00
BEMA GOLD CORP	5206337	3,27	0,10	CANADIAN NATURAL	2762006	53,11	-0,99

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
INTERMAP	183843	4,65	16,25	FAIRFAX FINANCIAL	12576	203,00	6,80
ANATOLIA MINERALS	540316	2,13	15,14	FORTIS INC	103872	97,40	2,65
KILLAM PROPERTIES	918410	2,70	12,03	TECK COMINCO LTD-SNC-LAVALIN GROUP	3171	60,74	2,40
CONSOLIDATED	14700	4,02	11,67	FOUR SEASONS	49705	76,65	2,17
MAVRIX FUND	39100	2,15	9,69	VERITAS ENERGY SVS	3850	43,00	1,64

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
SHERMAG INC	2070330	2,73	-16,51	RESEARCH IN MOTION	1509429	81,54	-8,88
RESEARCH IN MOTION	1509429	81,54	-9,82	IMPERIAL OIL LTD	349584	133,25	-1,70
EXTREME CCTV INC	16400	2,45	-7,55	SBANC SPLIT INC-CL	1000	58,75	-1,25
RESVERLOGIX CORP	58215	6,90	-7,38	FOUR SEASONS	17408	65,83	-1,17
RAND A	5220	2,56	-6,91	ANDRES WINES LTD -	4430	26,50	-1,00

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	2 108,30	2 140,73	2 108,30	2 140,73	1,54%	33,92%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 217	GAINS	517	PERTES	404	INCHANGÉES	296
-------------------	-------	-------	-----	--------	-----	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 140,73	1 581,54	(millions)	112	103

NEW YORK

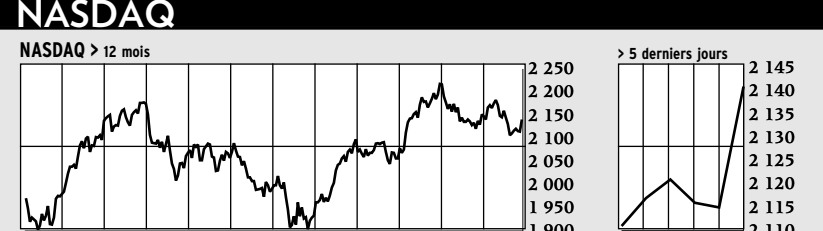


HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	10 472,61	10 563,37	10 418,01	10 552,78	0,76%	4,11%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 459	GAINS	2 289	PERTES	1 011	INCHANGÉES	159
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-----

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 984,46	9 708,40	(millions)	2 160	2 107

NASDAQ



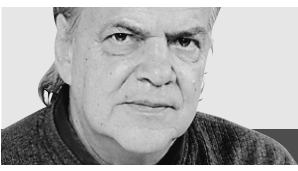
HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	2 114,10	2 141,43	2 107,70	2 141,22	1,22%	13,06%

ACTIONS NÉGOCIÉES	#REF!	GAINS	1 935	PERTES	1 090	INCHANGÉES	#REF!
-------------------	-------	-------	-------	--------	-------	------------	-------

52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 219,91	1 869,95	(millions)	1 834	1 756

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VOLUME
Abcoust Mines Inc - CI B (ABI)	0,26	-0,01	-3,70	79 000	-13,33
Abitex Resources Inc (ABE)	0,34	0,00	0,00	0	-23,60
Advitech Inc (AVI)	0,14	0,00	0,00	0	-6,67
Afcan Mining Corporation (AFK)	0,63	n.d.	n.d.	0	85,29
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,10	0,01	5,26	267 000	5,26
Aldeavision Inc (ALD)	0,06	0,00	0,00	0	-31,25
Amadeus International Inc (AML)	0,18	0,00	0,00	0	-67,27
Andromed Inc (AD)	0,08	0,00	0,00	26 000	-75,00
Antoro Resources Inc (ORE)	0,08	0,00	0,00	115 000	-28,57
Appalaches Resources Inc (APP)	0,11	0,00	0,00	78 864	-41,67
Artquest Internat Alliances (AQ/SV/B)	0,03	0,00	0,00	0	-28,57
Azium Exploration Inc (AZM)	0,92	-0,01	-1,08	98 966	116,47
Bell Canada International (BI/H)	6,20	0,00	0,00	25 622	40,91
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,11	0,01	4,76	25 000	-56,00
Bioenvelop Technologies Corp (BIE)	0,18	-0,01	-2,78	7 000	-46,97
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,14	0,00	0,00	0	-3,45
Biosyntech Inc (BSY)	0,65	-0,02	-2,99	1 000	-23,00
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,21	-0,01	-4,55	161 000	-58,00
Canadian Royalties Inc (CZZ)	1,50	0,06	4,17	62 670	-23,86
Capital Pro-Egax Inc (CPE)	0,08	0,00	0,00	0	-33,33
Ced-Or Corp (COO)	0,08	0,00	0,00	7 000	-54,55
Clemex Tech Inc - A Shrs (CXG/A)	0,22	-0,07	-23,21	39 300	138,89
Co2 Solution Inc (CST)	0,52	0,02	4,00	19 200	36,84
Cl Technologies Inc (CCY)	0,13	0,00	0,00	0	78,57
D'Arianne Resources Inc (DAR)	0,16	-0,01	-5,88	78 000	60,00
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,22	-0,05	-16,98	433 500	-8,33
Deq Systems Corp (DEQ)	0,90	0,00	0,00	3 047	5,88
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	0,22	-0,01	-2,27	172 100	-66,92
Diagnos Inc (ADK)	0,25	0,01	2,04	86 000	-16,67
Dianor Resources Inc (DOR)	0,44	0,04	10,00	305 930	39,68
Dios Exploration Inc (DOS)	0,31	0,00	0,00	0	-29,55
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,12	0,02	20,00	2 000	20,00
Divcom Lighting Inc (DVO)	0,34	-0,01	-1,45	10 000	-41,38
Dynacor Mines Inc (DYN)	0,25	0,00	0,00	0	-15,52
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	0,38	0,02	5,56	525 962	11,77
Events International Holding (EIH)	0,65	0,13	25,00	1 318 924	1757,14
Environ Applied Research Tec (EAR)	0,24	0,00	0,00	30 000	50,00
Exploration Orbite Vspa Inc (ORT/A)	0,11	0,01	10,00	20 000	120,00
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,49	0,02	3,16	1 258 924	151,28
Fortune 1000 Group Inc (FRT)	0,70	0,04	6,06	1 000	0,00
Freewest Resources Canada (FWR)	0,20	-0,01	-4,76	91 500	0,00
Frv Media Inc - CI A (FRV)	0,25	0,00	0,00	1 000	-45,56
Genomics One Corporation (GNX)	0,14	-0,05	-25,00	9 250	-52,63
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,09	0,00	0,00	25 500	-41,94
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,27	-0,03	-10,00	24 500	5,88
Golden Tag Resources (GOG)	0,14	0,02	16,67	15 000	-6,67
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,29	0,03	11,54	2 500	3,57
H2O Innovation (2000) Inc (HOO)	0,10	-0,01	-9,09	299 000	42,86
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,08	0,00	0,00	16 000	-20,00
Honeybee Technology Inc (HBT)	1,10	0,00	0,00	0	-55,65
Iforum Financial Network Inc (IFF)	0,25	0,00	0,00	0	-40,48
Imaflex Inc (IFX/A)	1,23	0,03	2,50	11 700	123,64
Isacsoft Inc - A (ISF)	0,14	0,01	8,00	211 780	-46,00
Junex Inc (JNX)	1,45	-0,10	-6,45	61 550	33,03
Kwg Resources Inc (KWG)	0,05	0,00	0,00	25 000	-71,43
Kangaroo Media Inc (KTV)	0,85	-0,04	-4,49		



LA PRESSE D'AILLEURS

RÉAL PELLETIER

La sécurité civile, une industrie en panne

Une attaque biochimique est déclenchée sur Montréal. Comment quitter l'île, quand on sait qu'une demi-douzaine de bouchons déjà se forment régulièrement à l'heure de pointe de fin d'après-midi... et que le pont Jacques-Cartier est bloqué au moindre feu d'artifice ou marathon? Ce genre d'inquiétude aujourd'hui envahit toutes les grandes régions métropolitaines d'Amérique du Nord: les villes côtières de l'Atlantique, du golfe du Mexique et du Pacifique pour des raisons climatiques; Los Angeles et San Francisco pour des raisons sismologiques; et toutes les grandes villes pour des raisons de terrorisme. Et à peu près aucune grande ville n'est vraiment prête à une évacuation ordonnée et rapide en cas de fléau.

L'industrie de la sécurité civile est en panne, constatent divers médias, inspirés évidemment par l'impuissance dont a fait preuve la FEMA (Federal Emergency Management Agency) à l'occasion de Katrina. L'ouragan devrait coûter quelque 200 milliards de dollars

américains et des élus républicains conservateurs croient que Washington devra économiser 500 milliards sur 10 ans pour éponger ce seul inconvénient. Mais le drame économique ne s'arrête pas là: Katrina est vraisemblablement l'amorce d'un cycle climatique d'une vingtaine d'années marqué d'ouragans de forte intensité, écrit Donald G. McNeil, dans le *New York Times*.

Or, rappelle le spécialiste David Helvard, dans le *Los Angeles Times*, les Américains continuent d'affluer vers les côtes pour s'y installer à demeure ou y fixer leur résidence secondaire. Dix-sept des 20 comtés à plus forte croissance aux États-Unis sont en bord de mer, la moitié d'entre eux en Floride et sur le golfe du Mexique.

Et le gouvernement fédéral encourage le mouvement: la FEMA a créé pour ce type d'habitation une assurance fédérale qui couvre pour 763 milliards de propriétés. Avant que la FEMA n'inaugure ce service, plusieurs banques refusaient même les hypothèques pour des constructions sur des îles ou des

plaines susceptibles d'être inondées. Une des plus importantes sociétés d'assurance au monde, la Swiss Reinsurance, estime que les effets climatiques pourraient coûter 150 milliards par année à la fin de la présente décennie. Ces effets climatiques pourraient mettre la planète en faillite d'ici 65 ans.

Même Washington...

Entre-temps, on n'arrive plus, dans le petit monde de la sécurité civile, à faire de distinctions entre les calamités éventuelles offertes par le climat, les séismes et le terrorisme. Même une ville comme Washington, qui a pourtant connu sa part d'avatars le 11 septembre 2001 et qui, de par sa nature, reste une cible terroriste de prédilection, se surprend à constater qu'elle est fort mal préparée à une évacuation d'urgence massive, en dépit des plus de 2 milliards consacrés à cette fonction depuis les attentats de 2001.

Les autorités redoutent que le chaos observé à La Nouvelle-Orléans puisse se produire à Washington dans le cas d'une attaque

terroriste majeure sans avertissement. « Ce qui nous manque, c'est un système d'information publique coordonné en cas d'attaque majeure », affirme au *Washington Post* David Snyder, un responsable de la sécurité publique à Washington. On met en cause notamment l'efficacité des communications entre les autorités fédérales et quelque 20 juridictions régionales.

À Los Angeles, constamment menacée par des séismes, la situation n'est pas plus rose. Le *Los Angeles Times* écrit que le plus récent plan pour évacuer d'urgence plus de 300 000 personnes date de la fin de la guerre froide. Or un séisme atteignant 7,5 à l'échelle Richter sur la faille Puente Hills, qui traverse la ville, pourrait tuer 18 000 personnes, en blesser 268 000 et entraîner l'évacuation de 735 000 ménages.

Toutes les grandes villes

Le *New York Times* enfin estime que dans toutes les grandes villes états-uniennes, les programmes d'évacuation d'urgence sont au mieux embryonnaires, au pire inexistant :

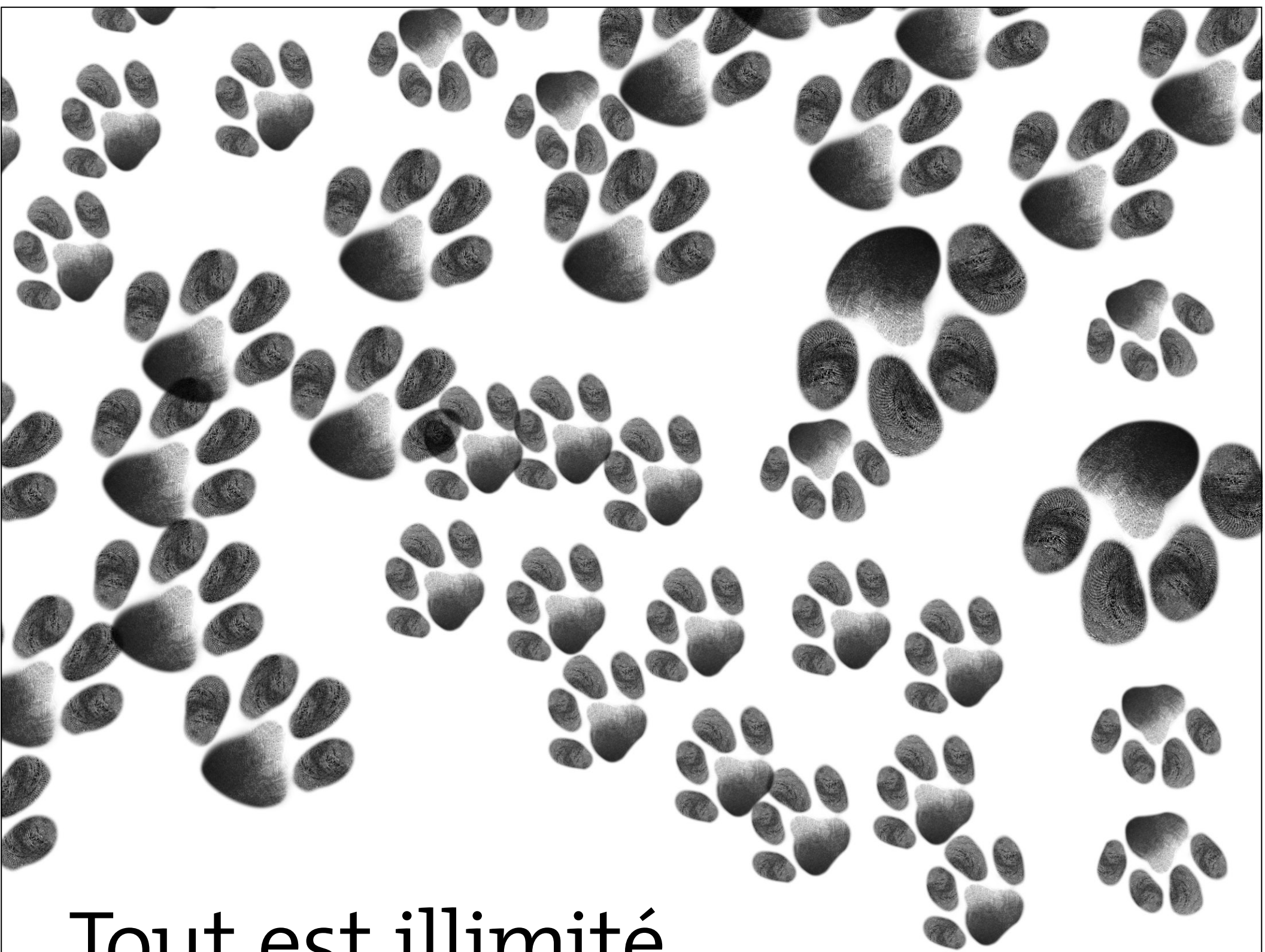
>>>À San Francisco, l'évacuation dépend essentiellement de deux ponts et d'un tunnel, tous vulnérables en cas de catastrophe sévère.

>>>Philadelphie dépend aussi de ses ponts et de ses autoroutes surélevées; or le dernier plan d'évacuation date de l'après-guerre.

>>>Boston a imaginé un plan d'évacuation d'un million de personnes à la faveur de la convention démocrate à l'été 2004, mais le programme souffre de trous en transport public et gîtes d'accueil des réfugiés.

>>>Chicago refuse, pour des raisons de sécurité, de révéler les détails de son plan, mais s'enorgueillit d'avoir mis au point un programme d'appels téléphoniques automatiques d'urgence capable de joindre 1000 ménages à la seconde.

Mais le spécialiste David Schulz, de la Northwestern University, au Texas, estime que subsistent des failles importantes dans la coordination entre les autorités locales, d'État et fédérales.



Tout est illimité pendant 6 mois.

- > Appels locaux
- > Messages textes
- > Messages images

À l'activation d'un forfait à partir de

25 \$ par mois

Découvrez notre vaste sélection d'appareils, dont :



Nokia 6020



Sony Ericsson Z500



LG 2000



Composez le **1 888 945-FIDO (3436)** ou achetez sur **fido.ca**

L'offre d'appels locaux et de messages textes, images et vidéo illimités pendant six mois prend fin le 1^{er} novembre 2005 et s'adresse aux nouveaux clients qui font activer un forfait mensuel de temps d'antenne de 25 \$ ou plus avec Entente Fido®. Elle permet l'envoi et la réception illimités, pendant six mois, de ce qui suit: (i) messages textes d'un mobile au Canada vers un autre mobile au Canada ou aux États-Unis; (ii) appels locaux au sein de la zone de couverture numérique Fido, à l'exception du réseau élargi; (iii) messages images et vidéo d'un mobile au Canada à un autre mobile au Canada. Sous réserve de la politique d'utilisation équitabile de Fido. Appareil compatible MMS requis. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, les frais mensuels du service d'urgence 911 (50¢) et d'accès au réseau (6,95 \$) ainsi que les autres frais applicables sont en sus. Certaines conditions s'appliquent. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère

- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton
- Galeries Rive Nord
- Place Vertu

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

